



## CODICILLE

# La critique est-elle soluble dans les sciences de l'information et de la communication ?

**Fabien Granjon**

Sociologue – Professeur en Sciences de l'information et de la communication  
Centre d'Études sur les Médias, les Technologies et l'Internationalisation  
Université Paris 8 – Vincennes à Saint-Denis

« Il n'y a au fond, rien de franchement dangereux ou héroïque à faire un travail critique. Mais gagner pour soi-même le sentiment d'honnêteté et de droiture intellectuelle, c'est aussi perdre une position plus confortable et se mettre parfois dans des situations "invivables". »

Bernard Lahire, *L'esprit sociologique*.

« Je ne cherche pas seulement à produire des connaissances dans un champ spécifique de savoirs sur la société, mais à contribuer à changer l'état de choses existant. C'est un désir de comprendre et d'agir. [...] La prise de conscience des enjeux de la construction d'un champ et de ma position dans celui-ci ne m'est donc venue que sur le tard. Une fois que j'ai réintégré l'université comme enseignant-chercheur à temps plein. Pour moi, il était alors impensable que ma participation à la construction d'un champ d'étude puisse se faire sans continuer à mettre au premier plan ce que je considérais comme un contrat social ou une dette vis-à-vis de la société. Cette articulation m'était devenue tellement évidente que je ne pouvais imaginer autrement ma relation à la recherche, et, dans la foulée, le contenu de mon enseignement et mon rapport à mes étudiants. »

Armand Mattelart, *Pour un regard-monde*.

« Il faudra bien finir par briser ce cercle vicieux de la subordination. Ce sera le rôle des nouvelles têtes qui affleurent à peine. »

Daniel Bensaïd, *Une lente impatience*.

Dans ce codicille, nous souhaiterions poser quelques jalons permettant de circonscrire un périmètre épistémique définissant les frontières et les régions de la critique, au sein du continent singulier que décrivent les sciences de l'information et de la communication (SIC) françaises<sup>1</sup>. Cette proposition n'a pas vocation à construire une quelconque (contre)hégémonie qui aurait à s'imposer à la discipline (une sorte de *one best way* critique devant être suivi par tous), mais, plus modestement, à établir les « coûts transactionnels » qui s'imposent à celles et ceux qui, depuis les SIC, souhaitent développer une production scientifique critique. L'appropriation du « référentiel critique » dans le cadre de cette (inter)discipline nécessite, selon nous, d'opérer une série de « conversions » depuis la matrice épistémologique des SIC, afin d'ajuster cette dernière aux impératifs qui sont ceux de la critique. Ces opérations de traduction, qui ne vont pas nécessairement « de soi », exigent des efforts particuliers qui invitent à des déplacements à la fois théoriques et pratiques, lesquels impliquent des ajustements, des prolongements, mais parfois

---

<sup>1</sup> Nous tenons tout particulièrement à remercier Jean-Pierre Bacot, Arnaud Chapuy, Éric George, Josiane Jouët, Christophe Magis, Emmanuel Paris, Julien Rueff et Aurélie Tavernier pour leurs suggestions et commentaires qui nous ont permis d'améliorer les versions premières de ce texte.

aussi des ruptures plus conséquentes avec les *topoi* (ce sur quoi il faut travailler) et le *nomos* (ce comment il faut y travailler), communément reconnus au sein des sciences de l'information et de la communication. En d'autres termes, cela nécessite le préalable d'une démarche critique vis-à-vis de la discipline qui, aussi utile et nécessaire soit-elle, n'apparaît pourtant jamais aisée, ni même pleinement légitime, car « celui qui exerce son sens critique est souvent soupçonné d'agressivité, de méchanceté ou de dureté, et ce, indépendamment de la justesse de la critique. La rigueur intellectuelle est, pour certains, un simple signe de rigidité morale ou psychique et l'exercice de la critique est réduit à une entreprise malveillante, voire terroriste » (Lahire, 2007 : 17).

Pour rendre compte de ces nécessités le plus clairement possible, nous avons fait le choix de procéder en deux temps. Dans une première partie, nous essaierons, autant que faire se peut, et sous réserve d'inventaire, de dresser le répertoire, ordinairement partagé par la communauté disciplinaire, des principaux repères épistémologiques sur lesquels sont censés faire fond les *social scientists* qui situent leurs travaux au cœur ou aux marges des SIC françaises. Ce bornage présuppose donc qu'il existe un accord *a minima* sur ce que sont ou devraient être les sciences de l'information et de la communication et les normes qui sont censées en faire un champ disciplinaire singulier et repérable en tant que tel, c'est-à-dire fondé sur « un principe de vision et de division, un principe de construction de la réalité objective irréductible à celui d'une autre discipline » (Bourdieu, 2001a : 103). Force est de constater que cette entente principielle ne relève pas de l'évidence, tant les SIC, ainsi que ceux qui en arpentent et en dessinent les territoires, semblent se soumettre à des ordres épistémologiques de natures pour le moins variées. Pour autant, il n'est pas impossible d'identifier un socle collectif (aux contours flous) qui permet aux sciences de l'information et de la communication de maintenir une forme d'autonomie. Si ces dernières doivent évidemment beaucoup à l'institutionnalisation universitaire (sociale), elles doivent également à l'existence de ces *topoi* et d'un *nomos* (institutionnalisation cognitive – Boure, 2005) qui, aussi erratiques soient-ils, permettent néanmoins de poser des règles scientifiques (exigences et tolérances) régissant le *droit d'entrée* dans la discipline (*i.e.* les identités professionnelles compatibles), les conditions de son développement autoréférentiel (Françoise Bernard constate par exemple, au sein des SIC, un « déficit d'ancrage dans sa propre littérature scientifique » – 2006 : 2 –, déficit qui se double d'une sous-représentation médiatique des paroles expertes en SIC – Cardy *et al.*, 2008), ainsi que celles de sa reproduction. Ces règles ne sont pas immuables et sont le fruit de luttes, souvent acharnées, asymétriques, qui dépendent de l'état du champ à un moment donné (Pailliart, 2009 – dont les profils de postes mis aux concours de recrutement donnent une idée) et qui ont justement pour objectif d'établir les normes dominantes de la valeur scientifique en SIC (la vérité de la discipline), c'est-à-dire les « lois » auxquelles les chercheurs sont censés se soumettre :

« Le champ lui-même impose à tous ceux qui lui appartiennent des caractéristiques communes, qui correspondent à des traditions et des particularités nationales, des habitudes de pensée, des problématiques obligatoires, des croyances, des évidences et des trivialités partagées, des rituels, des valeurs et des consécration, des jugements de valeur, des préjugés et des ignorances, etc. Mais la position particulière que quelqu'un occupe à l'intérieur du champ concerné est aussi à l'origine de contraintes et de limitations supplémentaires, plus spécifiques, qui déterminent l'espace de possibilités qui s'offre à lui à l'intérieur du champ » (Bouveresse, 2003 : 60).

Ce sont ces principes contingents, révisables, dont la pérennité dépend directement des rapports de force traversant les sciences de l'information et de la communication, qui établissent la structure des chances de reconnaissance des travaux scientifiques au sein même de la discipline, en une période donnée. Ce sont également eux qui, ayant précisément force de loi, conduisent parfois à des formes d'isolationnisme et de balkanisation de la recherche au sein de l'espace hiérarchisé des sciences sociales. Condition de possibilité de l'émergence et de l'entretien d'une communauté disciplinaire, ces principes servent en effet encore trop souvent à la création de bastions scientifiques, à l'application de décrets de légitimité distinguant les « bons » des

« mauvais » investissements de recherche, ainsi qu'à la construction d'artificielles hiérarchies censées établir la « dignité » des objets de recherche, des théories et des méthodes à l'aune de la « raison communicationnelle ».

Dans une seconde partie, nous introduirons les exigences de la critique en envisageant une série de « passages » rendant compte des « transcroissances » nécessaires à la mise en œuvre d'une pensée critique à partir des SIC, réaffirmant par ailleurs leur inscription au sein des sciences sociales. Cet ensemble d'éléments ne saurait répondre à une quelconque forme d'exhaustivité et ne constitue ni une proposition de type programmatique, ni un ensemble de formules alchimiques susceptibles de conduire au « grand œuvre » critico-communicationnel. Il répond plus sûrement à la volonté d'apporter une série de repères permettant, d'une part, de rappeler quelques-uns des principes de la critique et, d'autre part, de considérer les difficultés singulières qui leur sont attenantes dans le cadre particulier d'une mise en œuvre dans le champ des sciences de l'information et de la communication. Ce travail d'éclaircissement et d'élaboration vise donc à établir un modeste tableau des attendus de la critique à la rencontre de la communication, dont les différents chapitres constituant le présent ouvrage ont rendu compte, chacun à leur manière. Il peut également être considéré comme un appel lancé aux chercheurs qui, voyant un intérêt évident au développement de la pensée critique en SIC, auraient le souci de s'organiser collectivement pour débattre de sa place dans le domaine des sciences de l'information et de la communication (Babou, Le Marec, 2001) et d'en défendre plus largement, au sein du champ des sciences sociales, l'heuristique à la fois scientifique, sociale et politique.

## DE QUOI LES SIC SONT-ELLES LE NOM ?

Répondre précisément à cette question nécessiterait de longs développements qui réclameraient à leur tour de mener à bien une enquête assurément difficile, couplant histoire et sociologie des sciences, sociologie de la connaissance et épistémologie. Penser les sciences de l'information et de la communication en tant qu'objet scientifique, lui-même producteur de science est un projet d'ampleur qui oblige, selon nous, à mobiliser une approche structuralo-génétique (Goldmann, 1970a/b) ou à tout le moins un *constructivisme structuraliste* (Bourdieu, 1987) permettant notamment une objectivation scientifique fine du sujet de l'objectivation, c'est-à-dire en capacité d'objectiver l'histoire des SIC tout autant que leurs inscriptions sociales/académiques actuelles.

« Car les découpages disciplinaires « ne résultent ni d'une segmentation "naturelle" de l'ordre des choses, ni d'un plan rationnel de connaissance ; ils sont les héritiers et les produits continuellement retravaillés d'une *histoire*, qui n'est pas seulement une histoire des idées, mais également une histoire de la production sociale des connaissances et des savoirs, de la construction de *dispositifs pratiques de connaissance*, dans lesquels se sont moulés des procédures, se sont dessinés des schèmes de pensée et d'action, qui, par-delà leur renouvellement et leurs frottements permanents, continuent d'être vivants » (Berthelot, 2001b : 204).

Avec *Les origines des sciences de l'information et de la communication* (2002a), Robert Boure avait initié, à partir d'autres bases théoriques, mais attentives à leur manière à la conjonction genèses/structures, un travail collectif permettant d'ouvrir des pistes intéressantes allant dans le sens d'une analyse croisée des ancrages historiques, éloignée des approches chronologiques et hagiographiques. L'invite de cet *opus* à prolonger cette perspective et à penser de façon plus ambitieuse encore les articulations entre les états d'un champ disciplinaire, son institutionnalisation, sa production scientifique et les rapports sociaux sur lesquels il fait inévitablement fond est toutefois restée lettre morte. L'ouvrage reste à ce jour l'une des contributions parmi les plus achevées concernant la compréhension du champ français de la communication considéré comme objet scientifique historiquement situé, évoluant notamment de conserve avec une société où les médias, les TIC et les industries culturelles n'ont eu de cesse d'occuper une place toujours plus conséquente, devenant ainsi des enjeux structurels, sociétaux et

professionnels majeurs, et où la communication a eu tendance à devenir un nouveau fétiche de l'imaginaire social (Mattelart, Mattelart, 1986 ; Neveu, Rieffel, 1991 ; Mattelart dans cet ouvrage). Bien que d'une autre nature (rapport interministériel), il faut également évoquer le rapport « Mattelart/Stourdzé » (1982) dont l'objectif était « de penser un nouveau type de rapport entre chercheurs (toutes disciplines confondues) et *demandes sociales*, mot-clé de cette période. Prenant le contre-pied du mot d'ordre giscardien inspiré par le rapport Nora/Minc (1978) sur *L'informatisation de la société*, le président François Mitterrand lance : le problème n'est pas d'*informatiser la société*, mais bien de *démocratiser l'informatique* » (Mattelart, 1999 : 20). Le rapport *Technologie, culture & communication* nous intéresse parce qu'il rappelle l'indéniable charge politique de la communication :

« La “communication”, c'est tout à la fois : un appareil politique de production du consensus, de reproduction des hiérarchies culturelles, et comme tel il est difficile de le décoller de l'ensemble des autres systèmes de socialisation qu'il relaie, complémente ou oriente selon les cas ; un appareil de production ou de distribution industriels de contenus ; un appareil de production de diffusion et de stockage de contenus, si tant est qu'il est possible de séparer la forme de son contenu ; mais, surtout et avant toutes choses, avant d'être un produit, la communication est un ensemble de pratiques sociales, toutes choses qu'une vision dérivée d'une conception techniciste du progrès technologique a tendance à laisser dans l'ombre. Sans vouloir aller jusqu'à prétendre que tout le monde fait de la communication comme M. Jourdain faisait de la prose, ce qui reviendrait à nier toute possibilité de découpage disciplinaire, il est urgent de reconnecter les supports techniques avec les définitions sociales de leur usage » (Mattelart, Stourdzé, 1982 : 13-14).

Le rapport réaffirme avec force qu'il n'existe aucune fatalité à ce que les intérêts de connaissance pour la communication et les sciences qui en traitent soient portés par une raison instrumentale oscillant, de Charybde en Scylla, entre expertise et enjeux professionnels. Les questions d'appropriation et d'expérimentation peuvent également être au principe de cette attention, laquelle, dans une perspective critique, doit faire pièce avec un « travail du négatif » visant à s'opposer par l'analyse aux logiques d'injustice, d'aliénation, de souffrance, etc., qui traversent les rapports sociaux et les faits sociaux de communication qui leur sont attenants. Les travaux portant sur les *Racines oubliées des sciences de la communication* (Laulan, Perriault, 2007 ; Perriault, 2010) empruntent dans une certaine mesure les sillages laissés par ces productions séminales en mettant notamment en relation l'histoire de la production théorique avec celle d'une certaine critique sociale orientée vers l'appropriation des moyens de production médiatiques. Passionnantes sous cet angle, ces précisions historiques n'échappent toutefois pas complètement, en certains endroits, au piège de l'idéalisation et de la célébration des « pères-fondateurs » (Escarpit, Moles, Schaeffer, Morin, etc., qui n'ont pourtant pas tous participé à l'académisation des SIC) dont l'exhumation est censée révéler le sens grandiose de leurs gestes épistémologiques initiaux, aux dépens d'une historicité collectivement incarnée tenant plutôt compte des contextes scientifiques, institutionnels, sociaux, politiques et culturels au principe de toute production de connaissance. À l'évidence, la tendance à se placer dans l'orbite des « grands esprits » ne renseigne que peu sur les réalités socio-historiques, mais participe en revanche, souvent avec efficacité, à la « construction de l'hégémonie d'enclos académiques dont la principale activité est de produire des sagas » (Mattelart, 1996 : 19) et à celle d'un sentiment communautaire facilitant les adhésions. Il faut de surcroît noter que la mise au jour de ces « racines oubliées » est une opération de création par les SIC de leur propre préfiguration dans le passé et une interprétation d'elles-mêmes par certains travaux scientifiques antérieurs qu'elles souhaitent s'attacher et d'autres (notamment critiques) qu'elles n'évoquent même pas. Pourquoi un auteur comme Lucien Goldmann, collègue et contradicteur de Robert Escarpit n'est-il jamais évoqué, alors que dans les années 1960, il produisait une réflexion conséquente sur la communication et la culture (Goldmann, 1971) ?

Le tropisme pour l'histoire intellectuelle parée de ces titres nobiliaires, autrement plus digne et distinctive que la « mélasse » sociologique (Boure, 2005), a entraîné un déficit de recherches

relevant d'approches « structurelles » visant à éclairer les procès sociaux de formation des connaissances et leurs contextes à la fois *pragmatique, méthodologique, programmatique* et *normatif* (Berthelot, 2001b). S'agissant des SIC, les travaux de cette obédience n'existent tout bonnement pas (notons toutefois l'existence d'études sociographiques descriptives – e.g. Cardy, Froissart, 2002 ; 2006) : l'étude de l'*homo academicus communicans* ne fait pas recette, tant s'en faut. Il y a des raisons évidentes à ne pas vouloir entamer ce travail de réflexivité portant la nécessité de la double objectivation des positions que les chercheurs occupent dans le champ de leur « spécialité », ainsi que celles des SIC dans le champ des sciences sociales. Même conduit avec méthode et probité, un tel labeur n'est pas certain de recevoir le label « objet communicationnel ». Surtout, il ne peut que rencontrer d'innombrables obstacles dont l'origine tient à l'heuristique agonistique de ce type de démarche qui, bien menée, ne peut que révéler les rapports de force qui traversent les pratiques universitaires dont la discipline à tout intérêt à maîtriser la publicisation. Comme en d'autres domaines, les formes de domination qui s'exercent sur les sujets, fussent-ils chercheurs, n'ont rien de naturel, mais sont des faits construits, qui sont la conséquence de rapports sociaux dont l'efficacité propre réside pour beaucoup dans la méconnaissance qu'ont les individus qui les subissent de ce que ces rapports sociaux sont réellement. Sans doute n'est-il pas inutile de rappeler que l'univers des sciences sociales en général et des sciences de l'information et de la communication en tant qu'elles en font partie ne se résume jamais à un espace collectif idéal, tissé d'échanges désintéressés et compréhensifs, visant d'abord à faire progresser le savoir, mais décrit également un monde où la pratique scientifique est assez directement soumise aux intérêts (sociaux, symboliques, économiques) de ceux pour qui les règles du jeu établies pour le champ sont faites, c'est-à-dire ceux qui les ont pour partie forgées, qui en ont fait les normes premières de leurs activités scientifiques et à qui, par conséquent, elles profitent le plus. Ce manque de réflexivité collective qui ne peut être porté que par une sociologie de la discipline (en cela, la sociologie est indispensable à l'ensemble des champs scientifiques) n'incite pas les SIC à adopter une posture critique vis-à-vis d'elles-mêmes (et, par voie de conséquence, à l'égard de leurs objets). Pourtant, là comme ailleurs, il serait souhaitable de produire ce que Jean-Marie Brohm nomme des « analyses non euphémisées des mœurs et pratiques professionnelles » (2004 : 81-82).

*In fine*, à côté des approches historiques (mais peu sociologiques) du champ, ce sont les réflexions d'ordre épistémologique qui fournissent le contingent d'écrits le plus étoffé. Cette relative abondance peut s'expliquer par l'effet conjugué de deux dynamiques. D'une part, on relèvera l'insistance pour le moins têtue de la Société Française des Sciences de l'Information et de la Communication (SFSIC) à organiser ses congrès autour des mêmes interrogations épistémiques dont la récurrence est expliquée par les auteurs de ces adresses itératives à la communauté disciplinaire comme une nécessité due à la relative jeunesse des SIC, lesquelles, « indéfiniment ouvertes et à l'état naissant » (Bougnoux, 1995 : 14), auraient, *volens nolens*, encore à construire leur « manifeste inaugural ». D'autre part, les propos de nature épistémologique semblent relever d'un impératif catégorique dont la « noblesse » tiendrait, entre autres, à ce qu'il serait nécessairement porteur d'intérêts de connaissance parmi les plus hauts et les plus dégagés des contingences pratiques. Il n'en est pourtant rien. Dans les faits, les accords autour de ces « questions vives » et débouchant sur un répertoire de notions parfois vitrifiées, censées délimiter la discipline (interdisciplinarité, raison ou pensée communicationnelle, etc.) se présentent d'abord comme des moyens par lesquels peut se construire une *collusio* dans l'*illusio*, c'est-à-dire « une complicité foncière dans le fantasme collectif, qui assure à chacun des membres l'expérience d'une exaltation du moi, principe d'une solidarité enracinée dans l'adhésion à l'image du groupe comme image enchantée de soi » (Bourdieu, 2004 : 19). L'hérésie la plus audacieuse est alors sans doute, en ce domaine, de laisser précisément entendre que l'on ne partage pas l'*illusio* spécifique du champ. Discuter des « règles du jeu » et des repères fondateurs de la discipline est ainsi conçu comme une défiance majeure qui donne toujours lieu à de virulentes démonstrations de défense

communautaire ayant vocation à assurer la sauvegarde des valeurs idéales de la discipline contre les « hérétiques » à qui l'on ne pardonne guère leurs élans transgressifs (in)disciplinés et à qui l'on promet en retour de difficiles parcours. Avoir l'imp(r)udence de mettre en discussion les fondements disciplinaires officiels, c'est franchir le Rubicon pour rejoindre le purgatoire des « intempestifs » qui ne veulent pas « jouer le jeu » des normes établies, tandis qu'une certaine clémence peut en revanche être accordée à ceux qui, pouvant par ailleurs s'accommoder des règles du jeu d'une manière assez peu probe (par exemple de celles qui régissent les carrières, mais l'on peut également citer les abus de pouvoir, les rentes de situation, les stratégies de placement, la censure éditoriale, l'intimidation intellectuelle, le *fast-thinking*, etc.), n'en reconnaissent pas moins publiquement la « valeur » des principes qui fondent l'espace social dont ils tirent avantage. Autrement dit, l'intègre mécréant sera toujours plus mal traité que l'idiot utile et, surtout, plus mal encore que l'*apparatchik*-croyant, fidèle parmi les fidèles de la *nomenklatura*, fût-il malhonnête ou cynique (Dunezat, 2007), mais à qui l'on peut confier sans crainte les responsabilités les plus hautes, puisqu'il ne peut rien faire pour faire avancer ses intérêts qui ne donne par là même satisfaction aux attentes et aux intérêts de l'appareil ; comme l'oblat, il est prédisposé à défendre l'institution, avec la dernière conviction, contre les menaces que lui font courir les déviations hérétiques de ceux qu'un capital acquis hors de l'institution autorise et incline à prendre des distances avec les croyances et les hiérarchies internes » (Bourdieu, 1997 : 188).

### Comment définir les SIC ?

Les protectionnismes disciplinaires sont généralement indexés à l'existence de corps de principes faisant système, lesquels sont solidement ancrés dans les institutions (des histoires-faites-choses), tout autant que dans les esprits (des histoires-faites-corps) et dessinent « un capital collectif de méthodes et de concepts spécialisés dont la maîtrise constitue le droit d'entrée tacite ou implicite dans le champ » (Bourdieu, 1984 : 129). S'agissant des sciences de l'information et de la communication, les mécanismes de défense sont bien à l'œuvre, mais, paradoxalement, le « transcendantal historique » de la discipline s'avère assez mince et n'a toujours pas permis de « désenchevêtrer l'opaque Inforcom » (Bougnoux, 1995 : 7 ; Baltz, 1985) que le Comité National d'Évaluation (CNE) définissait au début des années 1990 comme la discipline qui étudie : « les processus d'information et de communication relevant d'actions organisées, finalisées, prenant appui ou non sur des techniques, et participant des médiations sociales et culturelles » (cf. aussi Rieffel, 1996). *De facto*, les SIC se trouvent dans l'inconfortable position d'avoir institutionnellement à assumer une position académique de type disciplinaire, tout en défendant un positionnement qui les situe du côté des « ensembles pluriels et flous » (CNE, 1993 ; Boure, 1999) et leur assigne « une place du côté des frontières définies comme zones de contact, intersections, interfaces et lieux d'échange (avec qui et à propos de quoi, cela reste bien entendu à préciser) » (Boure, 2002b : 20-21). L'indépendance institutionnelle consacrée depuis 1975 (existence de diplômes de troisième cycle, puis récemment de Masters, d'une société savante, de départements universitaires, de laboratoires, de revues, etc.) n'apporte qu'une timide réponse aux problèmes d'autonomisation scientifique et Boure de souligner, à raison, que « si la discipline contribue à l'émergence d'une science, elle ne suffit pas à la constituer » (1992 : 20). Aussi, comme a pu l'être la sociologie française dans les années 1960, les SIC apparaissent « fortement dispersée[s] [...] dans [leur] définition sociale autant que dans la population qu'elle[s] attire[nt], professeurs, chercheurs ou étudiants [et] offre[nt] une image ambiguë, voire déchirée » (Bourdieu, 2001a : 193-194).

Une première possibilité pour tenter de circonscrire ce que sont les SIC consiste à établir la liste des objets de recherche qu'il serait légitime d'étudier (*topos I*). Les attachements des chercheurs à la spécificité de leur champ se traduisent en ce cas par une démarche de type empiriste visant à

établir et à répertorier des catégories de phénomènes relevant de « l'information-communication » (*i.e.* dont les travaux qui s'en sont saisis jusqu'ici ont permis aux SIC d'acquérir la position qu'elles occupent dans le champ scientifique), et desquels il s'agirait de ne pas trop s'éloigner, si ce n'est au risque d'affaiblir la singularité de la discipline (Riondet, 2008). Pourtant, n'est-il pas rare de devoir admettre que « nulle part ni pour personne n'existe LA communication. Ce terme recouvre trop de pratiques, nécessairement disparates, indéfiniment ouvertes et non dénombrables » (Bougnoux, 1998 : 7). Cet aveu ne semble toutefois pouvoir faire barrière au désir de borner, de localiser, de démarquer, et ce, sans devoir répondre à la question pourtant centrale de ce pourquoi des éléments composites sont associés. *De facto*, cette construction des sciences de l'information et de la communication par la labélisation de classes d'objets à préempter conduit à des positionnements définitoires confus. Elle ne peut notamment éviter de tomber dans l'exercice des inventaires « à la Prévert » qui rabattent le principe de construction de la réalité disciplinaire sur une liste de thèmes hétérogènes, mélangeant des réalités sociales d'ordres différents, dont on peine à établir la cohérence scientifique :

« L'AERES, tout comme le CNU de la 71<sup>ème</sup> Section, admettent que l'information-communication accueille des recherches sur des objets variés voire hétérogènes, et que ni les objets, ni même les matériaux de recherche ou les terrains observés suffisent à déterminer le rattachement à la discipline. Ainsi, *au-delà des approches plurielles qui constituent le tronc de notre discipline, des ramifications existent*, parmi lesquelles on peut retenir en priorité : les productions audiovisuelles ; les spectacles et les arts ; l'édition et les productions littéraires ; les musées, la mémoire collective et les archives ; les bibliothèques et l'informatrice ; les études sur les NTIC (e-learning, e-commerce, e-gouvernance...) et le Web sémantique ; l'intelligence économique, l'information scientifique et technique au sens large ; la société de la connaissance et la circulation des savoirs ; les identités culturelles et les *cultural studies* ; le traitement automatique de la langue ou encore les interfaces hommes-machines » (Mercier, Davallon, 2009).

Il ne suffit pas d'identifier quelques « prés-carrés » (ceux-ci sont d'ailleurs parfois des concepts-clés – e.g. *réseaux, paradoxe, simulation, interaction* : Sfez, 1994 –, ou des théories tenues pour complémentaires plutôt que des objets – Bougnoux, 1993) pour, *de facto*, se rendre propriétaire des terrains de jeu savants qui permettraient de se différencier de concurrents disciplinaires. Les prérogatives scientifiques ne se décrètent pas. Elles sont le résultat de luttes internes au champ des sciences sociales et en ce domaine, les SIC ne sont pas à même d'imposer les enclosures (et c'est une chance) qui les préserveraient du droit coutumier de l'activité scientifique favorisant le glanage des chercheurs de tous bords à la recherche de matériaux susceptibles de nourrir leurs divers travaux. Les médias ne sont par exemple pas la propriété des SIC, la communication interpersonnelle non plus, tout comme les usages sociaux des TIC ou les activités des industries culturelles. Les phénomènes de communication participent nécessairement du « social », ils lui sont consubstantiels, tendent à se confondre avec lui et ne peuvent donc revendiquer une spécificité qui ne pourrait être traitée que depuis une discipline tout aussi spécifique et qui serait seule à pouvoir leur rendre les honneurs de leur singularité. Yves de la Haye soulignait déjà, au milieu des années 1980, que le rapport de communication constituait un « rapport prédateur qui, à la différence de la plupart des rapports sociaux, [...] n'existe qu'en se greffant sur d'autres rapports » (1984 : 40-42). Près de vingt ans après, Boure ne dit pas autre chose :

« Certains phénomènes sociaux au départ intriqués dans des rapports sociaux et des discours sur ces rapports sociaux plus larges, ont été à un moment donné [...] en rapport avec la montée en puissance des moyens de communication, isolés et pensés comme informationnelles et/ou communicationnelles. Bref, ce qui était plus simplement social est devenu communicationnel ». Et il ajoute : « en ce sens, et Armand Mattelart a raison de le souligner, la communication est une invention intellectuelle, [...] invention désignant une sorte de doublet intellectuel d'une réalité sociale sur laquelle on se propose de discourir » (Boure, 2002b : 28).

Il n'est donc pas un objet des SIC qui ne puisse être traité dans une autre discipline des sciences sociales ou humaines, et Jean Davallon d'en tirer les conséquences utiles : « les sciences de l'information et de la communication ne sont pas définies par l'objet qu'elles étudient – pas plus d'ailleurs qu'elles n'en reçoivent leur originalité » (2004 : 30). Par conséquent, ce serait effectivement une erreur « d'opérer un repli sur le périmètre et de revendiquer (avec quels arguments et quels moyens ?) un monopole du traitement universitaire de l'information et de la communication » (Miège, 1996 : 30). Malgré cette impuissance à pouvoir prétendre à la jouissance exclusive de territoires réservés, les sciences de l'information et de la communication ont eu l'occasion de se garantir le traitement de certains objets de recherche qui étaient délaissés et disqualifiés, notamment par les sciences sociales *synthétiques* (Passeron, 1991), et ce, bien qu'elles aient pu être, par le passé, à l'origine de leur saisissement originel en tant que faits sociaux. Il y a encore quelques années, travailler sur les usages des TIC pouvait être ainsi jugé, en certains espaces du champ sociologique, comme une incongruité, et ce, malgré le fait qu'avoir à penser la matérialité du social ait assurément compté parmi les curiosités qu'ont eu les « pères fondateurs » de la sociologie française. Dans ce contexte, il nous semble important de rappeler que les SIC ont joué le rôle de terre d'accueil provisoire des « exilés » disciplinaires à la recherche de territoires « nouveaux » (Bautier, 2009) ou qu'il leur était interdit d'explorer en d'autres régions des sciences sociales, leur permettant ainsi de « tester la pertinence des questions qui leur ont fait choisir l'exil ». « Structure de soutien au transit interdisciplinaire » (Jurdant, 2000 : 11), il est donc à mettre au crédit des sciences de l'information et de la communication l'audace d'avoir assumé une certaine « marginalité créatrice » (Neveu, Rieffel, 1991 : 25). Et il ne fait aucun doute que nous avons le plus grand intérêt à défendre ce « droit à la périphérie et aux marges ».

Cette identification des SIC par la catégorisation de classes de phénomènes est parfois couplée ou, le plus souvent, remplacée par des propositions programmatiques qui en reprennent les logiques de répertoire, mais ont cela de différent (et de plus attirant, sans être pleinement convaincantes) qu'elles s'efforcent de repérer les aspects plus spécifiquement « informationnels-communicationnels » des phénomènes sociaux dont elles sont censées faire leur miel (*topos II* – e.g. Wolton, 2004 ; Douyère, 2012). Cette manière d'organiser la discipline autour d'un plan de travail qui par définition ne saurait être pleinement achevé et présenté comme tel, a néanmoins pour corolaire de « qualifier », non plus des objets, mais des axes de recherche, au détriment d'autres qui ne sont pas identifiés. Il s'agit donc d'établir un agenda qui met en lumière un projet disciplinaire aisément appréhendable, mais dont l'ombre projetée invisibilise inévitablement d'autres lignes de recherche qui, n'étant pas intégrées à la maquette, se voient de ce fait décrédibilisées. Ce type d'« épure » a notamment vocation à légitimer les recherches « canoniques » (en devenir) censées être parmi les plus profitables à la discipline. Sans surprise, celles-ci sont généralement proches des travaux menés par ceux qui en dressent les listes et la démarche s'avère assez ordinairement travaillée par des logiques d'affermissement ou de prise du pouvoir dans le champ (e.g. Bougnoux – 2001 – qui rend compte de l'épistémologie des sciences de la communication uniquement à partir d'un socle sémio-pragmatique). Une nouvelle fois, Bourdieu ne s'y trompe pas en considérant que ce type de topographie a une « vocation plus stratégique qu'épistémique » (1999 : 55). Dans un article intitulé « La (nécessaire) voie étroite de la recherche », Bernard Miège identifiait, par exemple, les principaux faits sociaux de communication devant être urgemment couverts par des intérêts de recherche et devant servir d'axes d'organisation et de rassemblement aux SIC. On y trouvait près de huit directions de recherche considérées comme particulièrement capitales pour la discipline. Trois années après, on découvre au sein de *La pensée communicationnelle* que les « élégances » des sciences de l'information et de la communication devraient finalement se conformer à des « orientations majeures » moins nombreuses et quelque peu différentes dans leur formulation :

« L'articulation entre les dispositifs de communication et la production des messages et du sens ; l'"insertion sociale" des techniques, et tout particulièrement l'activité des usagers-consommateurs



dans la mise au point des dispositifs ; la mise en évidence des “procédures” d’écriture des messages (iconiques, sonores, graphiques...), et des conditions présidant à leur conception et à leur réalisation ; la dimension sociologique, politique et économique des activités informationnelles et communicationnelles donnant lieu à innovations et expérimentations de “nouveaux supports” ; l’étude des changements intervenant dans les processus de médiation [qui] a pour fonction d’éviter que ne s’instaure, dans le champ social, une logique de rapports de force » (Miège, 1995 : 105).

Au printemps 1998, un article intitulé « Le communicationnel et le social : déficits récurrents et nécessaires (re)-positionnements théoriques », publié dans la revue *Loisir & Société* (repris in Miège, 2004 : 90-103), proposait une présentation renouvelée du même programme sous la forme de quatre énoncés plus généraux. Au-delà des nécessités formelles de ne pas avoir à se répéter et d’avoir à respecter les contraintes éditoriales (volume, lectorat, etc.), ces déclinaisons successives d’un supposé même logiciel posent la question de l’à-propos de cette logique programmatique dont on doute que les délimitations à géométrie variable puissent réellement participer à la stabilisation de repères disciplinaires. Si la pertinence des éléments constituant ces « *to do lists* » est avérée, notamment en certaines de leurs modalités à l’évidence critiques, il faut aussi s’interroger sur les logiques qui poussent à en remanier aussi rapidement les « accents », les formulations, si ce n’est les contenus. Les configurations axiomatiques ainsi proposées, et dont on constate qu’elles sont éminemment révisables, semblent toutefois se faire plus stables et moins copieuses, à mesure que leur charge épistémique prend le dessus sur leur nature descriptive.

Aussi, fournir une carte d’identité aux sciences de l’information et de la communication a pu être plutôt rabattu sur l’impératif d’avoir à questionner la nature de leur *nomos* spécifique, partant du fait que seule l’existence d’un tel principe serait en mesure de constituer les SIC comme discipline scientifique singulière (le « pôle rationnel » : Perret, 2004). La recherche de cette typicité épistémique a notamment conduit certains chercheurs à revendiquer une *raison communicationnelle* distinctive, reposant sur un « polythéisme » théorique identifiable comme tel, lequel permettrait une singularisation vis-à-vis des approches disciplinaires dites « classiques ». Chercher à déterminer un principe de pertinence disciplinaire dont la paternité ne pourrait être réclamée par d’autres disciplines est effectivement une voie qui aurait possiblement permis aux SIC de s’extraire de l’hétéronomie dans laquelle elles se trouvent du fait qu’elles ont du mal à se démarquer des axiomes et des héritages disciplinaires dont elles sont originellement issues (Boure, 2002a). Les dettes multiples que les sciences de l’information et de la communication ont contractées auprès des disciplines qui les ont précédées n’ont pas fait pour autant de ces dernières des usurières scientifiques réclamant leur dû. En la matière, les contentieux présentés entre les SIC et leurs consœurs relèvent assez largement de fictions performatives visant à engager une lutte contre de supposées tutelles à (plus) forte légitimité bridant indûment leur créativité, alors que, précisément, ce sont la plupart du temps ces emprunts qui les ont mises en capacité de produire des travaux originaux. Se définir *contre*, plutôt que *tout contre* facilite sans aucun doute les processus de construction identitaire disciplinaire, lesquels visent à relativiser certaines créances scientifiques qui, si elles n’appellent aucune « rétrocession », pourraient toutefois être simplement reconnues pour ce qu’elles sont.

Cette attitude a eu pour conséquence de nourrir de fortes préventions à l’égard de certaines sciences sociales qui ont parfois été prolongées par quelques velléités à faire jouer aux SIC, selon un schéma inversé, un rôle prépondérant dans l’irrigation des disciplines voisines par la mise en cycle du savoir à partir de la communication. Daniel Bougnoux en vient par exemple à affirmer que la « raison communicationnelle » devrait servir « de cadre et d’ambition à nos actuelles sciences humaines », présentant ainsi les sciences de l’information et de la communication comme une discipline au « carrefour [*i.e.* au centre] des humanités » devant assumer le fait d’avoir à exercer « plusieurs ingérences dans d’autres disciplines où [elles] sont censées exercer un droit de suite » (1998 : 5). On peut lire également sous la plume de Jean Caune des allégations

approchantes, espérant faire des SIC, « dans leur diversité et leurs références multiples, le fondement théorique et pratique des humanités contemporaines » (Caune, 1995 : 11). Pour Franck Cormerais (2008), les sciences de l'information et de la communication devraient ainsi « assurer la relève du programme [complet] des sciences humaines » : déplacer « les limites du connaissable » et, par là même, « contribuer à la mise en œuvre d'une "seconde modernité" ». Quant à Christian Gerini (2008), il n'écarte pas la possibilité de les considérer comme « une "méta science", une science qui fait "lien", qui éclaire les autres sciences, et qui les évalue et oriente là où ces dernières, enfermées dans les carcans de leur spécialisation, ne peuvent (ou n'ont pas les moyens de) le faire ». Certes, à l'instar de Norbert Elias, on peut souhaiter l'émergence d'une science de l'homme intégrée qui abatte « les bornes limitrophes artificielles qui nous servent à diviser notre réflexion sur l'homme entre différents domaines catégoriels [et penser que] les structures de l'intériorité humaine et celles de l'histoire sont des phénomènes complémentaires indissociables qui ne peuvent être étudiés que dans leur interdépendance » (1991a : 76). Toutefois, on voit mal comment, à elles seules, les SIC pourraient être amenées à jouer ce rôle. Emportées par le désir de trouver l'improbable unité complexe de savoirs multiples et diasporés, ces vues de l'esprit tendent à effectuer une dangereuse sur-simplification réductrice au tout : « croire que tout est communication place les sciences de la communication dans la position intenable d'être la science de tout » (Breton, 1994 : 74). Par la même occasion, elles tendent à renouer, fut-ce involontairement, avec ce que Jesús Martín-Barbero nomme le « communicationnalisme », c'est-à-dire « la tendance, encore forte, à définir la communication comme le lieu où l'humanité révélerait son essence la plus secrète. Ou bien, en termes sociologiques, avec l'idée que la communication constituerait le moteur et le contenu ultimes de l'interaction [et des rapports sociaux] » (2009 : 59).

La perspective que nous défendons s'éloigne de ces différents types de construction et s'articule autour de deux impératifs : a) une prévention qui consiste à installer, sans dérogation possible, les sciences de l'information et de la communication au sein des sciences sociales et d'y réclamer à ce titre une place à part entière ; b) une proposition axiologico-épistémologique ayant pour objectif de faire répondre les SIC à l'ordonnance critique. Combinées, ces deux exigences décrivent des prescriptions qui limitent certains des travers inhérents aux positionnements définitoires que nous venons d'évoquer (marginalisation, disqualification, etc.). Elles renforcent par ailleurs la recherche dans sa distance aux fonctionnalismes et autres déterminismes, mais permettent, au surplus, de dégager de nouvelles marges de liberté qui seraient à la fois délivrées des postures positivistes, des plans de développement général de la discipline et des hégémonies épistémologiques factices : une approche génétique et structurelle, ouverte et critique, des faits sociaux de communication et non une communicologie colonisatrice du social.

## **SIC et sciences sociales**

Dans *L'explosion de la communication*, on peut lire sous la plume de Philippe Breton et de Serge Proulx que « les sciences sociales, *en tant que telles*, sont le lieu disciplinaire pertinent pour penser les *théories sociales* de la communication, [tandis que] les sciences de l'information et de la communication pourraient se retrouver autour des *théories techniques* de la communication » (2002 : 353 – en 1994, Breton affirmait pourtant : « le premier impératif est d'identifier clairement les sciences de la communication comme devant faire partie des sciences sociales et humaines » : 73). Nous avons là un exemple de « discours savant qui positionne la communication comme un fait échappant au "social", ou du moins comme ne relevant pas légitimement des sciences sociales, de leurs méthodologies et de leurs outils conceptuels » (Miège, 1998). Face à ces plaidoyers qui ont tendance à « métaboliser » la communication comme « technologie de la gestion sociale » (Mattelart, 1996 : 19) et dont la présence étonne sous certaines plumes, il faut réaffirmer que les SIC sont bien évidemment des sciences sociales dont la particularité tient à ce qu'elles ont

prétention à penser les *faits sociaux de communication*. Elles font partie de ce que Jean-Claude Passeron nomme des sciences sociales *particulières* ou *autonomisantes* (distinguables des sciences sociales *synthétiques* que sont la sociologie et l'histoire), c'est-à-dire qu'elles choisissent d'abstraire (avec, comme nous l'avons vu, quelques difficultés) « un niveau des phénomènes ou un sous-système du fonctionnement social » (1991 : 26), qu'elles nomment en l'occurrence « *communication* », terme qui recouvre des pratiques « nécessairement disparates, indéfiniment ouvertes et non dénombrables » (Bougnoux, 1998 : 7).

Fondamentalement, les sciences de l'information et de la communication ne diffèrent pas des autres sciences sociales, ni par leur rapport à la production de connaissance, ni par leurs méthodes, ni même par la nature des paradigmes et modèles d'analyse qu'elles mobilisent ou édifient. Elles s'en dissocient d'autant moins que cette opération d'abstraction qui tend à faire de la communication un nouveau champ d'investigation ne saurait pleinement l'isoler et l'autonomiser d'autres référents comme le « *social* » ou la « *culture* » : « dans le procès de formation de la pensée communicationnelle, les chercheurs ne peuvent prétendre détenir une sorte d'exclusivité. Cette pensée est profondément "sociale" » (Miège, 1995 : 83). Revenant sur la naissance des recherches françaises en communication, Edgar Morin précise également : « les phénomènes pris sous l'angle du mot "communication", pour beaucoup auraient pu être pris sous l'angle du mot "culture" » (2009 : 45). Et Yves Jeanneret d'ajouter : « si l'on va au bout de cette logique, on admettra que communication et culture sont synonymes : dès qu'il y a communication, *c'est-à-dire toujours* [c'est nous qui soulignons], il y a culture [et par conséquent social] » (2011 : 13). Au Canada anglais, la place des *Cultural Studies* dans les études en communication est par exemple tout à fait centrale (George, Carbasse, 2013). Autrement dit, la spécialisation *par* la communication semble pour partie artificielle dans la mesure où, contrairement à d'autres disciplines autonomisantes construites autour du politique, de l'espace, de l'éducation, du langage ou encore du genre, la réduction à laquelle cette spécification conduit, maintient les SIC à un étiage qui est assez clairement celui d'une science synthétique s'attaquant au *cours historique du monde* et qui, de ce fait, se trouve dans « l'impossibilité de stabiliser, fût-ce provisoirement, une théorie, c'est-à-dire une *langue protocolaire de description et d'interprétation d'un tel monde* » (Passeron, 1991 : 59). Au sein des « ensembles flous » que constituent tout aussi bien les très légitimes sciences politiques, les parfois décriées sciences de l'éducation et bien sûr les SIC, il faut revendiquer de pouvoir mener des recherches qui éventuellement ressortissent d'autres sciences sociales. De la même façon que les objets politiques ou éducationnels peuvent être abordés depuis la sociologie (e.g. de l'action collective/du corps enseignant), l'histoire (e.g. des institutions/des grandes écoles), l'économie (e.g. des États/des politiques publiques) ou la géographie (e.g. électorale/de l'échec scolaire), pour ne citer que ces disciplines, il est évidemment recevable d'envisager un traitement de la communication depuis des perspectives disciplinaires tout aussi variées : économie des industries culturelles, sociologie des usages des TIC, histoire des médias, géographie sociale des voies de transport, etc. L'effort effectué par certains pour autonomiser la communication, notamment du « social », se conduit généralement au prix de certains réductionnismes consistant par exemple à considérer le « social des sociologues » comme une espèce d'éther sans fondement idéal (sémiotique), ni matériel (technologique) : une pure abstraction que l'on a évidemment tôt fait de dénoncer après l'avoir performée et lui avoir attribué, au surplus, le ridicule d'une certaine vulgate marxiste (Perret, 2004 ; 2009). Mais quel sociologue, fût-il marxiste, défendrait une telle perspective ? Aucun ! Face aux moulins à vent et aux Don Quichotte de la communication, sans doute les SIC devraient-elles alors faire leur le souhait d'Érik Neveu :

« S'il est une "logie" dont je ressente le besoin, c'est essentiellement d'une socio-logie, pensée non comme une chapelle ou une discipline bunker mais comme démarche et legs intellectuel unifiant, *partagés par des chercheurs de toutes les disciplines* [c'est nous qui soulignons] – au sens académique et institutionnel du terme – qui visent à analyser les faits sociaux les plus divers du présent et du

passé à partir d'une double visée d'enquête empirique et d'explication causale et compréhensive » (Neveu, 1998 : 289).

Cette invite à relever les défis qui sont également ceux de la sociologie *et* de l'histoire sous couvert de communication enjoint, selon nous, les SIC à épouser deux dynamiques. La première d'entre elles tient, dans le cadre d'une perspective critique qui s'y rajoute, à déployer un *structuralisme génétique* (Goldmann, 1970a/b ; 1971) ou un *constructivisme structuraliste* (Bourdieu, 1987) sur lequel nous reviendrons *infra*. La seconde vise, quant à elle, au respect des règles de la recherche en sciences sociales dans le cadre desquelles, comme l'a théorisé Gaston Bachelard, le fait scientifique est conquis contre les prénotions et les topiques du sens commun ; construit en tant que *concret pensé* (selon la formule de Karl Marx), et constaté *via* le travail de la preuve sur le terrain empirique. Mais encore faut-il bien saisir les obligations et les interdits que prescrivent ces normes. Quand Alexandre Coutant et Jean-Claude Domenget précisent que l'« empirisme a rapidement été perçu comme la position à combattre par les sociologues des usages, qui qualifient régulièrement son développement de “menace” », et ajoutent qu'il existe par là même une « divergence avec la théorie critique classique qui a rapidement fait reposer sa démarche sur des travaux de terrains » (2013 : 150), ils confondent le manque d'élaboration théorique (empirisme) avec la nécessité d'avoir à travailler sur matériaux dans un objectif probatoire (travail empirique). Contrairement à ce qui est ici affirmé, « les termes critique et empirique » n'ont pas du tout « coutume d'être opposés en sociologie des usages » (Coutant, Domenget, 2013 : 153). Et quand Horkheimer prône par exemple un *matérialisme interdisciplinaire*, il souhaite précisément coupler la philosophie sociale avec les « sciences empiriques », c'est-à-dire réaffirmer l'exigence d'un concret-pensé rejetant l'*empirisme* : s'éloigner à la fois d'une science qui serait le « pléonasmisme de l'expérience » (Bachelard) et d'une pensée positiviste fixiste se contentant d'enregistrer les apparences d'une réalité empirique non problématisée : « prendre pour *la* vérité ce qui n'est qu'un aspect partiel d'*une* vérité » (Goldmann, 1971 : 124).

Il s'agit en fait de mettre en œuvre l'*action polémique de la raison épistémologique* et de « récuser à la fois l'empirisme qui réduit l'acte scientifique à un constat et le conventionnalisme qui lui oppose seulement le préalable de la construction » (Bourdieu, Chamboredon, Passeron : 1983 : 24). Cette allégeance méthodologique est la meilleure défense que l'on puisse dresser contre les tendances à l'*empirisme sectoriel* et à l'*élaboration théorique généralisante*, pourtant maintes fois dénoncées, mais qui se présentent encore trop souvent comme une malfaçon récurrente des travaux relevant des SIC. En réponse aux manques d'élaboration théorique, aux travaux à finalité instrumentale et à l'absence de validations empiriques (essais *in abstracto* et productions sous la condition spéculative), la recherche doit donc se livrer à un incessant effort de positionnement épistémologique afin de faire science. Cette peine utile se présente également, selon nous, comme le meilleur des remparts aux discours de déploration quant au manque de constance des recherches en SIC, ainsi qu'aux postures de condamnation de la discipline au « nébuleux », à « l'indéterminé » et à « l'inconsistant », et ce au motif fallacieux que son « objet, qu'on trouvera toujours enchâssé en dernière analyse dans une relation pragmatique de sujet à sujet se prête difficilement à une élaboration rigoureuse » (Bougnoux, 1998 : 116). Aussi, les sciences de l'information et de la communication devraient notamment s'astreindre à définir avec la plus grande acuité (et une partie des SIC s'y adonnent de bonne grâce), les systèmes conceptuels au sein desquels elles s'efforcent d'inscrire leurs recherches. Un objet de recherche n'existe, rappelons-le, qu'en rapport à une médiation théorique qui joint le phénomène observé et les hypothèses de l'observateur. La vertu théorique des concepts « ne réside pas dans le système de termes qu'ils stabilisent, mais dans le travail de description et de mesure qu'ils imposent, de quelque manière qu'ils y invitent » (Passeron, 1982 : 554), à la fois par leur adéquation et leur inadéquation aux phénomènes étudiés. Les faits de communication en tant qu'objets sociologiques émergent donc nécessairement d'un agencement conceptuel original que l'on confronte au réel. Et comme le signale Brigitte Dumas, il est illusoire de croire que l'objet lui-même permet

d'enchâsser des apports théoriques variés car « ce sont les théories qui président à la construction de l'objet. Elles le font par réduction de la réalité à ses déterminations les plus essentielles » (Dumas, 1999 : 53). Ainsi, se réclamer des sciences sociales revient à accepter la nécessité de rendre tout autant compte des processus d'élaboration scientifique mis en œuvre que des résultats engendrés. Si dans un article, un ouvrage ou une thèse, il s'agit d'abord de mettre en avant un produit fini, conçu et présenté pour être évalué à partir des éléments originaux qu'il aura éventuellement su faire émerger, il faut éviter d'en faire une *boîte noire* à partir de laquelle on ne pourrait qu'entrevoir, sans preuve tangible, la façon dont il a été conçu. Dans un souci de transparence vis-à-vis des opérations de conceptualisation effectuées, il est nécessaire de faire apparaître les conditions d'émergence du bénéfice scientifique apporté. Comme le souligne Pierre Bourdieu, *l'opus operatum*, ne doit pas cacher le *modus operandi* : « la connaissance des conditions de production du produit fait partie, en toute rigueur, des conditions d'une communication rationnelle du résultat de la science sociale » (Bourdieu, 1984 : 65). Prétendre réaliser un travail de recherche de qualité, en SIC comme ailleurs, nécessite donc de relever un ensemble de gageures de natures diverses dont la plus importante d'entre-elles consiste en l'acquisition de cette *disposition mentale, condition tant de l'invention que de la preuve* dont parle Bourdieu et dont l'exigence ne s'accommode que sous certaines conditions avec le fait « d'aller et venir [...] dans la multiplicité théorique, de pratiquer la science buissonnière, la chasse aux paradigmes, les croisements et un métissage actif entre les champs du savoir et les niveaux d'explication » (Bougnoux, 2000 : 15).

Appliquer cette forme de vigilance épistémologique, c'est assurément permettre aux sciences de l'information et de la communication d'être *une première fois* critiques dans le sens où, portées sur ces fonts baptismaux, elles se donnent réellement les moyens d'une production de connaissances objectivante et soucieuse des normes des sciences sociales (Robert, 2008). Il s'agit là d'une condition indispensable pour leur assurer un exercice scientifique de qualité, mais celle-ci s'avère non suffisante pour les rendre totalement critiques (aussi, ne sommes-nous que partiellement d'accord avec certaines des définitions de la critique proposées au sein du présent ouvrage). En rester là, reviendrait à prendre le risque de faire coïncider à moindre coût science, objectivation et critique, et ferait passer l'indispensable travail de discussion des modèles d'analyse (concepts, hypothèses, etc.) et de réflexivité comme suffisant au travail de la critique (Le Moëne, 2008). Cette approche de la critique est, en France, aujourd'hui défendue par une large partie des *social scientists* :

« Critiquer se révèle être, plutôt, l'une des opérations par lesquelles toute activité de recherche débute et sans laquelle elle ne débute pas – du moins pas *réellement*. Le geste de la critique, au demeurant n'est pas seulement inaugural : il est appelé indéfiniment, tout au long des étapes qui conduisent de l'ouverture d'une enquête à sa réalisation, puis à la rédaction de ses résultats et finalement à l'évaluation de ceux-ci par les pairs – évaluation à laquelle concourent également parfois, mais avec d'autres critères, les “profanes”. Dans cette perspective, parler à propos des sciences sociales d'une *nécessité de la critique*, ce n'est pas, prioritairement, invoquer un impératif politique. C'est rappeler, avant tout, une exigence technique [...]. Que cette obligation technique constitutive de la pratique des sciences sociales permette la production de savoirs et de visions du monde social alternatifs, et susceptibles, par conséquent, d'avoir sur le fonctionnement des sociétés étudiées des effets politiques, voilà qui n'est pas douteux » (Haag, Lemieux, 2012 : 13-14).

Intentionnellement politiques, les sciences sociales seraient donc douteuses, équivoques, ambiguës. En revanche, il serait tolérable qu'elles puissent l'être en quelque sorte « de surcroît ». Notre position est qu'il n'est pas possible de considérer qu'une science est pleinement critique dès lors qu'elle se contente seulement de répondre à des exigences méthodologiques (*de rupture*) et, par là, de s'assurer de rendre visible ou de renseigner sur des réalités sociales pas, peu ou mal connues. Autrement dit, les mérites de ladite critique ne peuvent se cantonner, selon nous, au dépassement des obstacles épistémologiques ou à une scolastique qui s'intéresse avant tout à « la théorie ou plutôt [aux] théories elles-mêmes [afin d'en] scrute[r] et analyse[r] les imperfections,

incertitudes et failles, mais aussi les réussites » (Boudon, Bourricaud 2002 : VIII). Par delà la nécessité de la rupture épistémologique, la critique telle que la définissent Pascale Haag et Cyril Lemieux (2012) tiendrait donc surtout au *fonctionnement critique des sciences sociales*, c'est-à-dire à l'exercice d'un contrôle et à une mise en débat des résultats par les pairs. Ici, la critique porte donc essentiellement sur les aspects épistémologiques, méthodologiques, théoriques et de connaissance liés à la pratique scientifique (*i.e.* une critique *interne* – Javeau, 2004), et de ce fait, elle est considérée comme ne portant aucune charge éthique. Sans aucun doute, il s'agit là d'une fiction (Brohm, 2004), mais c'est cette apparente neutralité qui précisément la rendrait critique aux yeux de certains. Ainsi, s'agissant des SIC, peut-on lire qu'à l'instar de « toutes les autres sciences humaines, [c'est] en tant qu'elles tentent d'expliquer et/ou de comprendre des phénomènes, [qu'elles] sont critiques par nature » (Corbalan, 2002 : 373). Le doute méthodique, la référence au criticisme kantien, aux Lumières ou encore aux règles du *Métier de sociologue* sont des repères essentiels qui tiennent « à l'observation des règles du discours et de l'esprit scientifique », mais la critique scientifiquement fondée ne peut s'envisager seulement au travers de cet « ensemble formel de prescriptions méthodologiques » (Mœglin, 1992 : 132 – un « sens critique »).

Si l'on admet que les modèles théoriques qui entendent rendre raison de la réalité sociale, le font toujours depuis des impératifs épistémiques *et* des intérêts de connaissance singuliers, il faut alors convenir que la critique épistémologique ne constitue qu'un pan (essentiel) permettant l'évaluation de la production scientifique. Aussi, admettre que les « modèles d'analyse sont toujours des constructions qui ne se valent pas toutes, sont plus ou moins pertinentes en fonction de ce que l'on cherche à mettre en évidence [et que] les discussions scientifiques peuvent alors avoir pour objectif de fixer quelle théorie permet le mieux de résoudre un type particulier de problème, mais jamais de trancher définitivement sur la question de la "théorie vraie" du monde social » (Lahire, 2012 : 13-45), n'est *de facto* qu'à moitié satisfaisant. Aux enjeux épistémologiques couplant le domaine de la communication à celui des sciences sociales doivent également s'adjoindre des investissements qui interrogent, cette fois sur le plan politique, les rapports entre la communication, l'ordre social, les diverses stratégies de changement social et qui questionnent également la valeur des constructions théoriques sous cet angle (cf. le chapitre d'Armand Mattelart). S'il est absolument nécessaire de se donner les moyens d'évaluer la qualité strictement scientifique des recherches, il est tout aussi primordial de pouvoir juger de ces dernières en fonction de leurs capacités à rendre plus particulièrement intelligibles les phénomènes concourant aux différentes formes de domination s'exerçant sur les sujets sociaux. Contrairement à Bernard Lahire (1998) qui estime, pour sa part, qu'il n'est pas franchement possible de hiérarchiser les différents modèles d'analyse scientifiques, si ce n'est sous l'angle des impératifs épistémologiques (respect/non respect des règles, heuristique de la méthode, etc.), nous considérons que les divers points de vue scientifiques, certes, peuvent se compléter, mais ne sont pas pour autant équivalents sous l'angle de la normativité critique (que mettent-ils en lumière ? Que laissent-ils dans l'ombre ?), laquelle permet de distinguer, à niveau scientifique équivalent, quelles sont les constructions théoriques qui permettent le mieux de comprendre les multiples contraintes qui entravent l'émancipation et la réalisation de soi, notamment parmi les populations les plus bridées dans leur liberté.

La critique ne peut donc seulement se résumer à la critique épistémologique qui n'en est qu'un des piliers, mais qu'il s'agit de prolonger par un travail plus poussé, un travail du négatif, de déconstruction et de défétichisation de la réalité sociale. C'est, selon nous, cet autre type de positionnement qui autoriserait les SIC à être *une seconde fois* et, cette fois, pleinement critiques, c'est-à-dire en pleine capacité d'être réflexives vis-à-vis d'elles-mêmes, mais aussi de décrire, d'analyser, de comprendre et *d'évaluer* (Granjon, 2012). Idéalement, la critique s'incarne dans une production symbolique visant à fournir des armes théoriques, à la fois gnoséologiques

(connaissance) et cognitives (raisonnement) permettant que se développe un mouvement de la pensée libéré de l'empirisme, du positivisme, des réductionnismes, des déterminismes, etc. Mené à son terme, cet ordre de critique doit effectivement permettre un dégagement de la *doxa*, de faire rupture avec certaines représentations, et de comprendre comment celles-ci nourrissent des dispositions ayant pour particularité de structurer des *sens pratiques* qui s'ajustent aux nécessités elles aussi pratiques du monde tel qu'il va. Le combat que mène le chercheur contre l'illusion du savoir immédiat trouve un écho, sous condition de la critique, dans les opérations de dessillement qui permettent non pas de se prémunir de certains *désajustements* épistémiques (*i.e.* sociologiques), mais, *a contrario*, de prendre conscience et éventuellement de se dégager des *ajustements* sociaux courants, lesquels ne sont aucunement contradictoires avec certaines formes de critique portées par les sujets sociaux eux-mêmes, ne serait-ce que parce que l'expérience d'être au monde produit potentiellement de la souffrance. L'une des missions de la connaissance critique est ainsi de conférer une existence théorique aux pratiques émancipatoires pré-théoriques et, par là, de leur apporter une plus grande force. La critique est en cela une déconstruction-reconstruction de la *facticité* faite évidences et *habitus* (*i.e.* des manières d'être, de penser, de ressentir, etc.), laquelle obstrue le passage vers d'autres manières de penser et d'agir : « la facticité des faits n'est pas leur réalité, mais leur superficialité, leur unilatéralité et leur immobilité figées. La *réalité* des faits ne s'oppose pas à leur *facticité*, parce qu'elle serait une réalité d'un *autre* ordre, c'est-à-dire *indépendante* des faits » (Kosik, 1988 : 30).

La critique permet donc d'appréhender la réalité sociale, notamment dans ses aspects communicationnels, sous les conditions de points de vue « nouveaux » qui autorisent la possibilité conceptuelle d'un dépassement (une maîtrise symbolique) et une projection du sujet social dans un « a(d)venir » potentiellement porteur d'autres réalités sociales qui admettraient davantage de possibilités émancipatrices (cf. le chapitre d'Haud Guéguen). L'objectif de connaissance qu'elle porte tient d'abord à la révélation des différentes formes de domination qui s'exercent dans le cadre d'un ordre social qui pèse sur le présent et qui, la plupart du temps, font l'objet d'une méconnaissance (*i.e.* pas nécessairement d'une ignorance) de la part des sujets sociaux qui les subissent. Pratiquer les sciences sociales (au nombre desquelles on compte les SIC) depuis une perspective critique est en cela une forme de participation au « travail collectif d'invention politique » (Bourdieu, 2001b) : donner des *raisons d'agir*, fournir les armes de l'indignation et, ainsi, contribuer à la libération des potentiels de mobilisation susceptibles de peser sur le réel. La critique ouvre possiblement à un « positif », à un progrès social qu'il s'agit d'actualiser dans des moments de radicalisation. Contre l'évidence du sens commun, elle a vocation à lever le voile sur la vérité des rapports sociaux qui ne se donnent jamais totalement pour ce qu'ils sont et se parent d'ornements symboliques qui les travestissent et concourent à leur mise en acceptabilité (e.g. *via* un travail médiatique). Elle participe donc à *rendre la réalité et l'ordre social inacceptables* et invite à agir sur cette réalité, sachant par ailleurs que la théorisation ne saurait être qu'une des multiples ressources du politique. Il n'y a, en effet, sans doute rien de plus ridicule que de faire passer les sciences sociales en tant que sciences pour la substance même du politique en tant que stratégie, parodie qui relève selon Bourdieu de « l'illusion typique du *lector*, [lequel] peut tenir le commentaire académique pour un acte politique ou la critique des textes pour un fait de résistance, et vivre les révolutions dans l'ordre des mots comme des révolutions radicales dans l'ordre des choses » (Bourdieu, 1997 : 10). Les sciences sociales critiques ont ainsi vocation à armer la « critique ordinaire », à dénaturer l'arbitraire du monde tel qu'il va, à « défataliser » les déterminations sociales, à détruire les mythes justificatoires, à défaire l'idéologie et la violence symbolique ; bref à « énoncer des *vérités utiles* » (Noiriel, 2003 : 6). Elles participent en cela au politique, mais elles y contribuent depuis ce qu'elles sont en tant que pratiques sociales et ne peuvent donc investir la dimension politique qu'en étant parfaitement draconiennes quant à leurs manières de s'y mêler et de lui fournir quelques ressources pratiques dont la spécificité tient à la

rigueur scientifique. La charge véritablement politique des sciences sociales s'avère intrinsèquement liée à une autonomie de la pratique, à une « *realpolitik* de la raison » scientifique (Bourdieu) et se trouve ainsi proportionnellement liée à leur sérieux épistémologique. Aussi, répétons-le, les chercheurs critiques doivent-ils se montrer particulièrement attentifs aux conditions de production des savoirs qu'ils façonnent. Notamment, toute activité scientifique engagée ne peut être découplée d'une réflexion première sur l'engagement du chercheur, au sein même du champ professionnel qui est le sien, sur les règles du jeu scientifique *et* académique, les rapports de pouvoir, ou encore les procédures de gouvernance des espaces de recherche. En effet, comme le rappelait Bourdieu, la lutte scientifique a pour enjeu le monopole de la représentation scientifiquement légitime du réel.

Réaffirmer l'inscription des sciences de l'information et de la communication au sein des sciences sociales, c'est donc redire l'importance d'une réflexion à mener quant à la « médiation réciproque de l'objet et du sujet de connaissance » (Brohm, 2003 : 110). La question du rapport à la réalité et des conditions pratiques de son intelligibilité relève en effet d'une interrogation qui se trouve au cœur même desdites sciences sociales qui « s'occupe[nt] des problèmes d'une "société" à laquelle appartient quiconque réfléchit sur elle et l'étudie » (Elias, 1991b : 7). Mouvement d'anamnèse sociale et d'intellection historique, la nécessité réflexive envisage les sciences sociales comme travaillant à l'objectivation d'un moment provisoire de la totalisation historique : « en fait, nous dit Sartre, le sociologue [à considérer ici dans un sens extensif] et son "objet" forment un couple dont chacun est à interpréter par l'autre et dont le *rapport* doit être lui-même déchiffré comme un moment de l'Histoire » (1960 : 102). Le travail d'objectivation du sujet de l'objectivation nécessite de remonter dans le temps subjectif (*i.e.* historiciser). D'une part, afin d'objectiver la position, les appartenances et la trajectoire du sujet dans l'espace social. Il faut là considérer que les chercheurs en SIC en tant que *social scientists* sont engagés dans la société, en sont des sujets individuels socialement positionnés et qu'il est délicat d'avoir la prétention de réfléchir sur les faits sociaux de communication sans avoir à se soucier du rapport entretenu tant à ce social en général qu'à ces faits en particulier. Le chercheur critique doit notamment mettre au jour les pentes sociales-morales qui structurent ses activités et s'interroger sur la manière dont il choisit ses objets, dont « il se fait des idées », dont il met en ordre les faits qu'il étudie et, comme l'affirme Max Horkheimer : « sur les raisons pour lesquelles [...] il s'occupe avec passion de telle chose et non de telle autre » (2009 : 329). Il s'agit alors de contrôler le rapport subjectif à l'objet, le rapport aux conditions sociales de production de cet objet, notamment sous un angle normatif et historique, ainsi que le rapport « objectif » à l'objet, spécialement sous l'angle de l'anthropologie sociale qui se trouve mobilisée dans la pratique de l'activité scientifique (Corcuff, 2012). D'autre part, il s'avère nécessaire de prêter une attention particulière aux modalités d'inscription du chercheur dans le champ scientifique qui est le sien (en l'occurrence les SIC) et de prendre la pleine mesure de l'« inconscient » lié à ses positions disciplinaire(s) et académique(s). *De facto*, celui-ci est engagé par une pratique singulière normalisée par des règles établies par des institutions (société savante, CNU, AERES, etc.) qui constituent des sujets collectifs structurés par des rapports sociaux et structurant les pratiques de ceux qui y participent. L'appartenance au champ des sciences de l'information et de la communication a pour effet, comme nous l'avons suggéré *supra*, l'intériorisation d'un ensemble de dispositions spécifiques propres à ce champ, lesquelles doivent s'ajuster aux règles du jeu qui y prévalent, c'est-à-dire se rendre compatibles avec l'*illusio* dudit champ et porter haut la croyance en l'intérêt du jeu, ainsi qu'en la valeur de ses enjeux. La connaissance réflexive se donne pour mission d'objectiver la spécificité de cette appartenance à l'univers scolastique. Plus précisément, le fait de penser de manière réflexive les activités disciplinaires telles qu'elles se font enjoint à objectiver les formes de domination propres au champ académique, ce « hasard sauvage » qu'évoquait Max Weber et par rapport auquel Bourdieu précise que les dominants tendent à imposer comme norme universelle de la valeur scientifique



« les principes qu'ils engagent eux-mêmes consciemment ou inconsciemment dans leurs pratiques, notamment dans le choix de leurs objets, de leurs méthodes » (2001a : 125).

Mais il existe également un autre point par rapport auquel l'exigence réflexive ouvre à un *aggiornamento* possédant une forte dimension éthique : celui qui nous permet d'actualiser une déprise claire d'avec un certain ethnocentrisme scientiste (*narcissisme intellectuel*), lequel tendrait à nous faire envisager le monde social comme un spectacle composé de significations à interpréter, plutôt que de nous amener à le considérer comme une série de problèmes concrets qu'il s'agit de résoudre. Dans une perspective critique, il faut rappeler que lutter contre la détérioration des conditions de possibilité d'une production scientifique critique ne peut être synonyme de la défense d'une *skholè* qui soit dégagée d'un *intérêt* pour les urgences du monde et ce, pour autant qu'elle doive s'affranchir des urgences ordinaires du monde : mettre *a minima* en suspend les contraintes des nécessités économiques et sociales, ainsi que les urgences qu'elles imposent et les fins qu'elles proposent. Travailler à la possibilité d'une science critique réflexive ne peut revenir à revendiquer l'exercice d'une « pensée pure » qui, voyant les choses de tellement haut, en oublierait qu'elle est le fruit de conditions sociales particulières qui en font certes sa force, mais ne sont néanmoins pas celles de la plupart des sujets sociaux qui en sont les objets. Autrement dit, l'opération de mise à distance du réel directement perçu ne peut se contenter d'une conception du monde comme représentation. En cet endroit, la critique, parce qu'axiologiquement fondée, permet plus aisément de se distancier sans s'éloigner du monde tel qu'il va, sans réserver ses analyses à la seule connaissance et sans perdre conscience de l'*illusio* propre à la condition scolastique, fût-elle détériorée et soumise à une hétéronomie croissante. Ici, la réflexivité rejoint d'une autre façon la critique, car elle permet que les sciences sociales (et les SIC) ne se confinent pas au confort de la/l'erreur scolastique et se mettent réellement au service de la puissance de penser et d'agir de sujets sociaux.

## LES AMOURS ANCILLAIRES DES SIC ET DE LA CRITIQUE

En France, la littérature traitant de la rencontre des sciences de l'information et de la communication avec la critique n'est pas des plus étoffées, tant s'en faut. On pourrait d'ailleurs s'en étonner, eu égard à certaines déclarations effectuées depuis les plus hautes instances de la SFSIC : « la question qui se pose aujourd'hui plus que jamais – et cette question est également politique – est de savoir comment travailler à l'affirmation de nos disciplines d'un point de vue critique » (Gramaccia, 2008 : 9). Certes, il existe un ensemble de travaux dont il est convenu de considérer qu'ils relèvent d'une démarche critique (le colloque qui a donné matière au présent ouvrage en est par exemple une illustration probante : Kane, George, 2013), mais les écrits tentant d'explicitier le logiciel qui se trouve à son principe et la manière dont il peut/doit être mobilisé dans le cadre de recherches en SIC sont pour le moins rarissimes (Robert, 2008). Moins exceptionnels sont les travaux qui présentent des applications sectorielles de la critique généralement liées à des domaines de pratiques spécifiques (industries culturelles et « créatives », médias, internationalisation, usages sociaux des TIC, etc. – George, 2012 ; Miège, 2012 ; Denouël, Granjon, 2011 ; Mattelart, Mattelart, 2004, etc.) ou à des courants de recherche singuliers (École de Francfort, économie politique de la communication, *Cultural Studies*, « communication organisationnelle », etc. – Voirol, 2012 ; George, 2012b ; Bouquillion, 2008 ; Miège, 2004 ; Neveu, Mattelart, 2003 ; Heller *et al.*, 2013a/b, etc.). Malgré cette présence solide mais ténue, tout porte à considérer que la critique n'occupe pas une place particulièrement importante au sein des sciences de l'information et de la communication, même si, et il faut le

souligner, elle semble, depuis quelques années, reconquérir certains espaces académiques et ainsi relancer les « plaidoyers pour une recherche critique en France » (Mattelart, Mattelart, 1979).

À la question que posait Dominique Wolton il y a presque dix ans : « [y aura-t-il] *encore* dans quelques années *une place* pour une approche critique dans le domaine de la communication ? » (2004 : 10), la réponse semble être positive. L'endroit de la critique n'est ni naturel, ni réservé et s'avère peu confortable, mais le « cadavre » bouge encore et semble même montrer des signes évidents de vitalité. La *libido sciendi* continue de traverser et d'animer le corps de la communauté critique, et ce malgré les réquisitoires condescendants de certains repentis qui, pressés de justifier leurs propres renoncements, considèrent que « les prétentions critiques sont [juste] un positionnement [à la mode] de carrière comme un autre, permettant des logiques de clans et de tribus. Et que le fait de gémir sur sa dévalorisation supposée, est une façon de positionnement institutionnel et politicien [*sic*] » (Le Moëne, 2013 : 48-49). Pourquoi les chercheurs critiques devraient-ils geindre ? Il ne s'agit pas de se plaindre. Il existe aujourd'hui des initiatives sensiblement plus nombreuses et régulières que lors de la période vicennale qui vient de s'écouler, lesquelles s'inscrivent dans le cadre de journées d'étude, de colloques, de séminaires, tout comme se développent une production éditoriale et une offre pédagogique qui sont loin d'être négligeables. Néanmoins, si la critique gagne en visibilité, elle pèse relativement peu dans les débats internes aux sciences de l'information et de la communication et mériterait d'être davantage publicisée (*i.e.* mise en débat). Dictionnaires, manuels, encyclopédies, cartographies et autres bibliographies disciplinaires censés dresser des panoramas relativement complets des sensibilités scientifiques ayant cours au sein des SIC ne lui réservent que des portions à tout le moins congrues, voire ne l'évoquent même pas en tant que telle. Les actes des différents congrès de la SFSIC témoignent également de cette présence plus spectrale qu'affirmée.

Au début des années 1990, Pierre Mœglin déplorait déjà cet état de fait qu'il identifiait comme un effet des attaques conjuguées menées contre la critique depuis les fonctionnalismes, les « problématiques du sujet », la prévalence de l'expertise et une crise de la critique elle-même, laquelle serait d'après Christian Le Moëne (2008), le reflet d'une crise de la radicalité politique ôtant *de facto* à la critique toute capacité de « définir une posture scientifique » (*sic*). Il nous semble que vingt ans après, ces logiques sont, on peut le déplorer, toujours peu ou prou à l'œuvre. Il serait d'ailleurs nécessaire d'en repérer précisément les actualisations, mais aussi les évolutions, tout comme de borner les nouveaux assauts qui lui sont portés, chose que nous n'aurons pas le loisir d'effectuer dans le cadre de ce codicille. Pour notre part, si nous n'avions qu'un seul type de menaces à mentionner, il faudrait sans doute mettre d'abord l'accent sur celles qui fragilisent la critique « de l'intérieur », et notamment redire combien un simple accord moral (une « vision critique » – Mœglin, 1992 : 131) quant à la remise en cause de l'ordre social, ainsi que des faits sociaux de communication qui lui sont attenants, ne saurait suffire à fonder une politique critique pour les SIC (Winkin, 2003). Force est en effet de reconnaître qu'en la matière, les écrits se proposant de dépasser l'exercice des bilans sectoriels et des revues de la littérature (nécessaires et utiles) afin de prendre de la hauteur épistémologique ne sont pas légions (Miège, Mœglin, 1990 ; Mœglin, 1992 ; Miège, 2004 ; Rueff, 2012). Pourtant, c'est au prix de tentatives pour essayer de dégager les principaux points d'articulation de la critique, elle aussi diverse, que pourra s'organiser au sein des SIC, un semblant d'unité de ladite critique, par ailleurs respectueuse des différences qui la constituent (Granjon, 2014). Aussi, l'un des objectifs qu'il nous semble primordial de poursuivre tient à la construction d'un modèle descriptivo-analytique qui n'a pas pour finalité de retranscrire la réalité concrète des théories critiques dans le champ de la communication, mais d'en rassembler quelques éléments majeurs susceptibles d'autoriser, sous certaines conditions additionnelles (notamment normatives) des conjonctions entre les divers modèles d'analyse critiques. Aussi, nous souhaiterions proposer quelques pistes de réflexion à partir d'un nombre restreint de ces « charnières épistémologiques » permettant de dégager un horizon critique

provisoire (*i.e.* nécessairement à compléter) pour les sciences de l'information et de la communication, et à l'aune duquel pourraient être évaluées, d'une part, les productions scientifiques qui se réclament d'une telle approche ; examinées et discutées, d'autre part, celles qui s'en écartent ; et surtout, enfin, à partir duquel pourraient être inaugurée une nouvelle génération de travaux qui n'auraient aucun complexe à s'en revendiquer. Pour ce faire, nous voudrions passer en revue un ensemble de « dégagements » qui, prenant comme base de travail les principes (postulats) faisant largement consensus au sein de la discipline, en proposent néanmoins des aménagements conséquents pour les transposer sur une partition critique et participer par là même à désobstruer les SIC d'attendus qui, selon nous, en brident certaines des potentialités scientifiques et critiques.

### **De l'interdisciplinarité critique**

Frappées au coin de la transversalité, les SIC trouveraient une partie de leur cohérence et de leur autonomie dans la capacité supposée à établir des ponts entre des champs disciplinaires séparés à partir de domaines d'étude spécifiques (les médias, les TIC, etc. – e.g. Monnoyer-Smith, 2008). S'il est en effet une chose dont les sciences de l'information et de la communication ne voudraient à aucun prétexte faire leur deuil (à raison), c'est du volontarisme constituant le projet interdisciplinaire comme quintessence de la discipline. L'interdisciplinarité y est consacrée comme heuristique primordiale et elle est envisagée comme fondement disciplinaire de ces « sciences carrefours » qui, nous dit-on par ailleurs, « ne sauraient [...] viser à former une nouvelle discipline » (Miège, 1998). On reconnaîtra qu'il y a de quoi en perdre son latin, mais acceptons provisoirement le principe d'une discipline qui n'en est pas une, « tombant entre les disciplines » (selon la formule de Bougnoux) et dont la nature serait interdisciplinaire.

Ce sur quoi nous voudrions insister tient au fait que le principe interdisciplinaire ne saurait constituer une prérogative exclusive des SIC. Il est simpliste et un rien affecté d'affirmer que les disciplines « traditionnelles » feraient œuvre de clôture, se contenteraient de porter un regard convenu sur des objets somme toute communs et produiraient des savoirs insulaires reflets de leur splendide isolement, tandis que les novatrices sciences de l'information et de la communication décriraient, elles, un espace inédit de connexion, de confrontation et de synthèse des divers apports des SHS. Une telle prétention pourrait prêter à sourire, si elle n'était pas sérieusement défendue par certains collègues qui affirment, et croient sans aucun doute sincèrement, que les SIC offrent « des perspectives que les autres disciplines universitaires, de la linguistique à la sociologie, ou aux sciences politiques, ne peuvent développer [« ne *veulent* » aurait été plus nuancé] » (Ollivier, 2007 : 243 ; Olivesi, 2006) ou imaginent que « les sciences de l'information et de la communication obligent [les disciplines traditionnelles] à réexaminer leur approche des rapports entre information, culture, communication, connaissance et société » (Wolton, 2009 : 138). Quelle serait donc la nature de ces « empêchements » qui brideraient les SHS dans leur appréhension des faits sociaux de communication ? Par quels moyens les SIC seraient-elles à même d'imposer leurs perspectives supposées singulières, alors qu'elles sont des sciences dominées dans le champ des sciences sociales ? Ces questions restent évidemment entières car les assertions qui y conduisent ont moins vocation à mettre au jour de singulières vérités épistémiques que de construire, à grand renfort d'arbitraire, un portrait avantageux des sciences de l'information et de la communication aux dépens des autres sciences sociales. Comme le note Georges Gusdorf : « le spécialiste, une fois sa spécialité transformée en forteresse, donne libre cours à sa volonté de puissance ; sous prétexte de division du travail, chacun entend être maître chez soi et défendre ses positions contre les ennemis du dehors et les rivaux du dedans »

(cité in Valade, 1999 : 11). Il suffit pourtant de prendre le cas de la sociologie pour se rendre compte que cette dernière a toujours entretenu un dialogue avec la philosophie, la psychologie, la psychanalyse, ou encore l'histoire (Durkheim, Gurvitch, Marcuse, Elias, etc.) et s'est globalement toujours inscrite dans des réseaux d'échange pluraliste avec d'autres disciplines (Berthelot, 2001a). Émile Durkheim affirmait ainsi :

« En réalité, toutes ces sciences spéciales, économie, politique, histoire comparée du droit, des religions, démographie, géographie politique, ont été jusqu'à présent conçues et appliquées comme si chacune formait un tout indépendant, alors qu'au contraire les faits dont elles s'occupent ne sont que les diverses manifestations d'une même activité, l'activité collective ». Et d'ajouter : « il n'est plus possible de cultiver l'une d'entre [ces sciences] en restant étranger aux autres ; parce que les faits qu'elles étudient respectivement s'entrelacent, telles les fonctions d'un même organisme, et sont étroitement liés les uns aux autres » (Durkheim, 1975 : 32-33).

Quant aux historiens, ils ne sont pas davantage en reste de l'interdisciplinarité : Marc Bloch, Jack Goody, Roger Chartier ou Karl Polanyi, pour ne citer qu'eux, ont fait se rencontrer l'histoire avec la sociologie, l'anthropologie ou encore l'économie. Et la *socio-histoire* entend pour sa part consacrer la « réunification » des sciences sociales *synthétiques* (Passeron – lequel considère d'ailleurs que les sciences sociales sont toutes des sciences historiques : « l'indiscernabilité assertorique de l'histoire et de la sociologie » – 1991 : 8).

Force est de constater que si les SIC, comme le suggère Bougnoux, exercent un quelconque « droit de suite » par rapport aux autres disciplines en leur empruntant le plus souvent leurs concepts et leurs cadres théoriques, ces dernières s'immiscent aussi sur le terrain des recherches en communication en s'intéressant aux objets que les SIC seraient tentées de revendiquer comme relevant de leur jouissance (exclusive). De surcroît, les sciences sociales développent aussi des épistémologies de la complémentarité qui prennent forme au sein d'un constructivisme prônant l'étude des médiations et des constructions sociales, plutôt que celle des choses, des essences et de « l'allant de soi » (Keucheyan, 2007). Cette attitude épistémologique est en effet partagée par beaucoup des « nouvelles sociologies » (Corcuff, 1995) avec lesquelles les sciences de l'information et de la communication entretiennent parfois des « conflits de territoire », mais sur lesquelles, rappelons-le, elles ont également pris appui pour émerger. La proposition de postures théoriques dépassant les antinomies traditionnelles entre idéalisme et matérialisme, micro et macro, collectif et individuel, sujet et objet, etc., ne peut être décemment présentée comme un trait caractéristique exclusif des SIC. Si l'approche des phénomènes de communication a tout à profiter d'une prise de distance avec des épistémologies binaires au profit d'un positionnement posant le primat de la relation sur les essences, ce principe ne saurait ni être exclusivement attribué aux SIC, ni évidemment leur être réservé. Aussi, affirmer que la « volonté de construire des objets complexes, caractérisés par une multiplicité de niveaux emboîtés, n'est pas présente chez les disciplines mères auxquelles les SIC empruntent » (Perret, 2009 : 127) relève soit d'une méconnaissance (feinte) des sciences sociales, soit d'une prophétie auto-réalisatrice :

« Les SIC construisent donc leurs objets aux frontières de ce que les disciplines classiques reconnaissent comme pertinent à analyser, et à un niveau différent, à la fois plus vaste et plus précis, de ce que celles-ci retiennent traditionnellement : celui des relations entre dimensions, et des processus de composition des phénomènes. À un niveau très général, on peut distinguer trois pôles, trois dimensions dont toute recherche en communication cherche à élucider les rapports : celui de la circulation du sens, celui des acteurs et des pratiques sociales, celui des techniques. Les SIC sont la discipline qui s'intéresse prioritairement aux relations croisées que chacun de ces termes entretient avec les deux autres » (Perret, 2004 : 126).

Plutôt que d'essayer d'imposer artificiellement ces reconnaissances en paternité, il serait sans doute plus judicieux de tenter de tenir jusqu'au bout les attendus d'un constructivisme (matérialiste), défi que les plus zélés défenseurs de la « pensée communicationnelle » ne

semblent pas toujours être en mesure de relever, notamment quand il s'agit d'égratigner au débotté et à peu de frais certains développements critiques (par ailleurs discutables). C'est par exemple le cas de Bounoux, quand il dénonce l'inanité du situationnisme de Guy Debord au motif qu'une approche communicationnelle devrait avoir pour ambition « d'examiner concrètement les conditions de succès et d'échec [c'est nous qui soulignons] des énonciations médiatiquement ou techniquement relayées » (1998 : 117) : chassez le binarisme par la porte et il revient chargé de fonctionnalisme par la fenêtre.

L'interdisciplinarité relève à l'évidence d'une proposition épistémologique heuristique, mais encore faut-il que cette curiosité pour les disciplines adjacentes soit maîtrisée, c'est-à-dire envisagée dans une perspective modeste, condition de possibilité d'une appropriation contrôlée d'apports théoriques variés : d'une part, en faisant se croiser un nombre restreint de propositions théoriques ; d'autre part, en s'assurant de la compatibilité épistémologique et axiologique des regroupements théoriques effectués « hors-sol » ; enfin, en considérant que la recherche collective doit être privilégiée. En d'autres termes, l'étude des faits sociaux de communication n'est jamais sans reste et il faut accepter que cette « part maudite » nous échappe, sauf à tomber dans une attente exagérée de totalisation. Sans une vigilance épistémologique des plus serrées, la pratique interdisciplinaire consiste vite à « accoler des éclairages disciplinaires, à assembler dans un bric-à-brac théorique des concepts issus de traditions disciplinaires différentes, ces traditions étant elles-mêmes souvent rattachées à des théories de la connaissance différentes » (Lahire, 1998 : 227-228). La nécessité de l'entrelacement ou de l'enchâssement trouve ainsi très vite ses limites quand il s'agit, par exemple, de proposer aux lecteurs d'un manuel quelques « 200 hypothèses théoriques [permettant de] construire des approches interdisciplinaires en sciences de la communication », lesquelles, nous prévient l'auteur, « ne sont pas toutes cohérentes entre elles, dans la mesure où toutes les sciences et toutes leurs approches ne sont pas cohérentes entre elles ». Et d'inviter par conséquent le chercheur en communication à « choisir et articuler celles qui lui fourniront un cadre théorique cohérent et adapté aux phénomènes qu'il peut observer » (Ollivier, 2007 : 245). Même la plus grande prudence ne saurait redonner quelque espoir heuristique à une telle démarche d'apprenti-sorcier, laquelle, sous couvert d'un léger vernis de circonspection, ne peut qu'inviter à la réalisation d'un brouet interdisciplinaire composé de fragments théoriques qui, en dehors de toute référence aux modèles d'analyse auxquels ils se rattachent originellement, ne peuvent déboucher que sur des apories épistémologiques et ne peuvent évidemment pas contribuer à la production d'un savoir scientifique conséquent.

Loin de ce type de *barnum* confinant parfois à « l'éclectisme théorique "délirant" » (Ollman, 2005 : 13), l'interdisciplinarité critique réclame, pour sa part, le rassemblement de déterminations théoriques variées mais associables, refuse « les cloisonnements disciplinaires au nom même de la transversalité de tous les objets sociaux » et tend à généraliser « la démarche multiréférentielle et complémentariste » (Brohm, 2004 : 80) sous surveillance (cf. le chapitre de Luiz C. Martino). Elle envisage donc ces nécessités à distance de l'hybridation théorique sans contrôle qui tend à multiplier les emprunts conceptuels et à juxtaposer des notions sans tenir compte des modèles d'analyse auxquels elles appartiennent originellement, tout comme des fondements axiologiques qui les portent. Par ailleurs, le principe interdisciplinaire de la critique ne se justifie pas tant par la complexité singulière (« communicationnelle ») des objets qu'il se donne pour objectif d'appréhender, que précisément par le regard critique qui le sous-tend : un projet scientifique axiologiquement fondé qui implique en effet de lutter contre la fragmentation des savoirs, c'est-à-dire leur confinement par spécialisation, leur réservation à l'espace académique et leur restitution par bribes (les formats des articles scientifiques ne cessent de rétrécir comme peau de chagrin), précisément parce qu'il s'agit de la seule manière de mettre au jour les ordres de détermination qui font système et auxquels la critique s'oppose.

« Ce que nous devons comprendre une fois pour toutes, précise Goldmann, c'est qu'il ne s'agit pas de mettre ensemble des recherches positivistes d'un secteur, qui ne tiennent pas compte du sujet, avec des études idéalistes qui partent du sujet individuel ou psychologique, qui ne tiennent pas compte de la réalité sociale et oublient la relation étroite entre fonctionnalité et structure (c'est-à-dire qui ne sont pas dialectiques) et de croire qu'on fait ainsi de l'interdisciplinarité avec trois ou quatre perspectives unilatérales ; cela ne fait pas une perspective scientifique. [...] [Il s'agit plutôt] de tenir compte du sujet transindividuel en tant qu'acteur qui transforme la réalité. [C'est] dans la mesure où tous les différents secteurs des sciences humaines deviendront dialectiques, que l'interdisciplinarité naîtra implicitement » (Goldmann, 1971 : 153).

La critique suppose donc une *praxis* (cf. *infra*), c'est-à-dire une logique de l'action qui, pour être efficace, doit reposer sur de multiples prises, notamment normatives. C'est relativement à l'aune de cette nécessité que doit être relevé le défi des dialogues transfrontaliers entre « *jeux de langage* » (Wittgenstein) : rétablir des ordres relationnels indûment découpés, lutter contre la spécialisation des sciences humaines et sociales et s'opposer ainsi au « fractionnement du processus de compréhension » (Duchastel, Laberge, 1999 : 63). Car,

« Pris dans ce mouvement de différenciation qui caractérise les sociétés modernes, les savants sont de moins en moins en mesure d'en étudier les effets. Comment pouvoir dessiner une vue d'ensemble du monde social lorsque tout pousse chaque catégorie de chercheurs à garder le nez collé sur le fonctionnement de petites parcelles de ce monde ? Comment conserver une conception complexe des individus en société lorsque les découpages disciplinaires d'abord, les spécialisations internes ensuite, contraignent les chercheurs à travailler sur des dimensions à chaque fois spécifiques des pratiques individuelles ? Comment maintenir un haut niveau de créativité scientifique lorsqu'une conception étroite du professionnalisme conduit insensiblement vers une spécialisation poussée et une normalisation des recherches et des chercheurs ? » (Lahire, 2012 : 11).

Peut-être en recommandant une heuristique de la contradiction permettant de saisir la pleine nature des défis qui se posent à la critique, sans avoir *a priori* à s'inscrire dans un et un seul « camp » théorique, en prônant l'interconnexion disciplinaire, en s'inscrivant également en faux contre les penchants hégémoniques de l'élaboration théorique et en promouvant un œcuménisme critique des référents conceptuels.

« C'est pourquoi ceux des chercheurs qui creusent sur l'un ou l'autre plan en quête de savoir ont besoin de puits de communication les menant vers leurs collègues qui travaillent dans de nombreuses galeries au-dessus et au-dessous d'eux. Il leur faut aussi une image claire de la position et des fonctions de leur propre zone de recherche ainsi que de leur propre situation à l'intérieur de la structure d'intégration englobante. Dans la pratique, ces liens de communication sont souvent défectueux ou même absents. Les problèmes qui se posent sur différents plans sont fréquemment étudiés par différents groupes de spécialistes qui ne regardent pratiquement jamais au-delà de leur propre champ de travail » (Elias, 1993 : 44).

En ce domaine, la critique doit faire fond sur une marginalité épistémologique qui ne peut se contenter des savoirs insulaires portés par les conflits de territoire liés à l'institutionnalisation disciplinaire et dont la structure peut être envisagée comme une déclinaison de la spécialisation croissante des sociétés administrées soumises à la raison instrumentale. Aussi, doit-elle relever le défi du développement qualitatif des savoirs par la création d'espaces de connexion, de confrontation et de synthèse des apports variés des SHS. Il s'agit de lutter contre la dispersion des sciences sociales en disciplines académiques mutuellement indifférentes, voire hostiles les unes aux autres et de rabattre la prétention de chacune d'entre elles à détenir la vérité, laquelle conduit à l'impossibilité de saisir la totalité sociale et à développer du côté du sujet un sentiment d'impuissance rendant difficile d'envisager le réel dans ce qu'il n'est pas encore. Il faut se réjouir de la multiplication des référents critiques qui permettent d'interfacer la réalité sociale concrète à des élaborations théoriques novatrices, mais il faut aussi se prémunir des « pensées patchwork »

qui compilent des concepts dont les conditions de reprise sont peu contrôlées, et proposent des Léviathans théoriques qui trahissent les épistémologies et les pensées d'origine (Cusset, 2005).

Penser la totalité sociale, ses appuis communicationnels et leurs différents moments nécessite de comprendre les faits sociaux (de communication) comme des réalités dynamiques structurées, aux raisons plurielles, changeantes, contradictoires mais solidaires, dépendantes les unes des autres et qu'il convient d'appréhender de manières différentes et à des moments divers. La variété des sciences sociales et humaines peut alors se concevoir comme une base pluridisciplinaire à partir de laquelle doivent être conduites des recherches critiques en capacité de saisir les difficultés dialectiques de la réalité sociale en tant qu'elles participent d'une totalité (cf. le chapitre de Michel Sénécals). Un dialogue cadré des « logies » qui constituent cet ensemble peut permettre à la critique de saisir dialectiquement le singulier, le particulier et le général ; à l'évidence par un commerce privilégié entre la sociologie et l'histoire (Passeron, 1991), mais aussi par des collaborations entre d'autres disciplines (philosophie, psychologie, sciences de l'information et de la communication, sciences du langage, science politique, etc.) qui peuvent avoir leur mot à dire et proposer des « éclairages par complémentarité réciproque » (Gurvitch, 1962 : 294). Dans son programme pour la *Théorie critique*, Horkheimer en appelait par exemple à la réalisation d'un *matérialisme interdisciplinaire* qu'il concevait comme la rencontre nécessaire, entre la philosophie sociale et la recherche empirique, notamment sociologique.

« Ce lien entre réflexion théorique et recherche, précise Olivier Voirol, est pensé selon la dialectique de la recherche et de la présentation propre à la méthode développée par Marx dans le *Capital*. Alors que la recherche (*Forschung*) investit le matériau et se l'approprie en analysant ses formes dans leurs multiples développements, la présentation (*Darstellung*) développe des abstractions théoriques ancrées dans le concret, afin de développer par étapes successives une présentation concrète de l'objet, y compris en se confrontant de manière critique à des présentations théoriques antérieures – comme c'est le cas de l'économie politique issue de l'idéologie bourgeoise » (Voirol, 2013).

Marx prône en effet un *concret-pensé* (de la « reproduction du concret par la voie de la pensée »). Il s'agit de partir du « concret réel » et d'en faire l'histoire et la sociologie, en décomposant le tout en unités d'analyse pour l'appréhender de nouveau comme un tout, mais un tout recomposé par une médiation théorique qui l'éclaire sous un nouveau jour. Horkheimer fait sien cet héritage et propose donc, dans les années 1930, de mettre en œuvre une *dialectique ouverte* qui reconnaisse « le caractère imparfait de toute théorie » : « à la différence d'une théorie prétendant fournir une connaissance "finie" de la réalité qu'elle saisit, la démarche dialectique accepte son caractère incomplet et non abouti » (Voirol, 2013). Si la proposition ne pose pas tout à fait l'ensemble des disciplines comme devant être mobilisées sur un pied d'égalité (la philosophie devant exercer un magistère sur les sciences empiriques), elle a toutefois pour force de convoquer une analyse sur matériaux portant sur les structures sociales, les sujets sociaux et les productions symboliques (science, culture, etc.) qui en sont le produit autant qu'elles les produisent. Dans cette perspective, l'interdisciplinarité ne peut être que *communication dialectique* (Adorno), car elle seule permet de donner du sens en faisant tenir ensemble ce que la facticité empirique déli(t)e, disjoint et naturalise. Les *social scientists* sont ici considérés comme des « grimpeurs de façade » qui ont un accès privilégié à la contingence du monde tel qu'il se donne. Sous cet aspect, ce qui caractérise les recherches critiques sur les faits sociaux de communication, c'est peut-être qu'elles appréhendent des classes de phénomènes jouant pour certains (e.g. les faits médiatiques) un rôle évident dans l'ajustement des existences aux impératifs des sociétés contemporaines. Mais plus encore (car ce rôle est assez largement distribué : le politique, l'éducation, etc.), la singularité du « communicationnel » tient peut-être aussi à ce qu'il participe toujours, d'une manière ou d'une autre, à l'établissement de cette facticité, d'un pseudo-concret (Kosik, 1988 – et donc potentiellement à son dépassement) : « l'objet de la recherche critique n'est pas d'étudier la communication dans ses contextes. Il est d'en traiter comme d'une composante au sein de

situations qu'à travers elle, elle prend globalement en compte » (Mœglin, 1992 : 135). L'invite centrale de cette remarque essentielle est ainsi d'envisager la communication en lien avec les conditions de production et de reproduction des rapports sociaux qui en fixent les cadres. S'intéresser par exemple aux médias, aux TIC ou aux industries culturelles convie à mettre en regard ces réalités dites « communicationnelles » avec d'autres dynamiques sociales plus larges. Dans une perspective critique, la communication n'est donc pas foncièrement différente du culturel ou du social.

### **Raison communicationnelle, dialectique et totalité structurelle**

Certains chercheurs en sciences de l'information et de la communication n'hésitent pas à se définir comme « *communicologues* », c'est-à-dire praticiens d'une discipline dont l'une des principales spécificités serait de poser, à l'instar de Bougnoux, le primat de la relation sur la substance ou les termes de cette relation : « partout où il pénètre, le modèle de la communication [...] étudie non des choses, mais des flux et remplace la vision statique du monde par l'approche de sa complexité dynamique. Elle évince du même coup, les notions de sujet individuel et de substance ; elle mine le sol ou l'objet au profit des interférences, elle efface *la* réalité, morcelée en effet d'interréalisme » (Bougnoux, 1992 : 118). Il y aurait donc « une problématique propre à l'information et à la communication, et en se laissant guider par elle, on doit parvenir à dégager une théorie de ces phénomènes qui serait autre chose qu'une juxtaposition des éclairages latéraux fournis par d'autres disciplines » (Meyriat, cité in Dacheux, 2009 : 17). Cette « problématique propre » aux SIC qui aurait donc tous les atours d'un *paradigme*, c'est-à-dire d'une théorie de portée globale, censée être prééminente par sa puissance épistémologique (dont la démonstration reste à faire), devrait donc s'imposer à la communauté. Elle n'est toutefois jamais clairement présentée au-delà de quelques-uns de ses aspects (« souvent évoquée, rarement explicitée » précise Boure – 1999 : 55) lesquels recouvrent, *grosso modo*, les nécessités d'un constructivisme dont on a rappelé *supra* qu'il ne pouvait en rien être conçu comme un privilège ou une prépotence des recherches en communication (pour Bougnoux, il s'agit par exemple, dans le sillage de la philosophie, de « penser la fin des transcendances », « critiquer le logocentrisme et l'égo-centrisme », « produire la raison comme communication », « évaluer les effets techniques », etc. – 1998 : 4-5). Reprenant ce que dit Lahire des travers de certaines théories dispositionnalistes (2012), on pourrait poser une analogie et affirmer que la *raison communicationnelle* joue ainsi un rôle à la fois *rhétorique* d'identification dans l'économie conceptuelle des sciences de l'information et de la communication et un rôle *stratégique* de distinction dans l'opposition à d'autres disciplines des sciences sociales, mais qu'elle ne tient pas pleinement son rôle *théorique* de démarcation épistémologique.

Aussi, la « raison communicationnelle » n'est-elle jamais très éloignée (et bien qu'elle s'en défende) d'une forme de théorisation générale (empruntant en cela le sillage de la cybernétique, du « McLuhannisme », de la médiologie, etc.) dont Miège (1992 ; 2004) a pourtant bien identifié les dangers potentiels : abstraction, extrapolation abusive, primat accordé à un unique paradigme, insuffisance de vérifications empiriques, etc. Malgré ces faiblesses avérées et potentielles, d'aucuns semblent néanmoins vouloir lui attribuer le rôle d'arbitre des élégances disciplinaires, sans doute parce qu'ils considèrent qu'il s'agit là de l'unique manière possible de qualifier les SIC comme discipline scientifique autonome. Faisant référence à ce que nous avons écrit en 2002 (et que nous reprenons pour partie ici), Davalon et Jeanneret affirment par exemple : « une thèse parfaitement ajustée à une autre discipline ne peut pas tout à fait être une bonne thèse en communication, parce que l'objet y est dessiné par un ensemble de décisions qui l'empêchent



d'être communicationnel » (2006 : 206). Quelles peuvent bien être ces « décisions » qui feraient obstruction à ce qui nous est présenté comme devant être une « réelle conceptualisation des processus de communication » (Davalon, Jeanneret, 2006 : 206) ? Il s'agit ici, une fois encore, de mettre au poste de commande la « raison communicationnelle », Graal d'une « authenticité » éponyme, courageuse, risquophile et innovante, et dont la vérité n'échapperait évidemment qu'à ceux qui refuseraient de se rendre à l'évidence. Un « pont aux ânes » nous dit-on... Insurmontable, effectivement, par les « sots » pour qui répétition ne vaut pas nécessairement démonstration et que le flou ne satisfait pas davantage que les fulminations des gardiens du temple disciplinaire « qui ont un intérêt tout particulier au maintien de l'ordre scientifique en son état et dont la théorie, la méthodologie et l'épistémologie “vont de soi”, “vont sans dire”, qui n'ont aucun intérêt à voir advenir de nouvelles réflexions (forcément prétentieuses, malveillantes ou stupides), surtout lorsque celles-ci ouvrent de boîtes conceptuelles qu'on croyait avoir scellées à jamais » (Lahire, 1998 : 14). S'il devait s'agir vraiment d'« ânes », sans doute pourrait-on plutôt évoquer celui de Buridan pour qualifier la valse hésitation qui entre interdisciplinarité débridée et raison communicationnelle « encyclopédante » pourrait bien s'avérer fatale pour la discipline.

L'originalité épistémologique des SIC tiendrait, nous dit-on, « à la nécessité dans laquelle elles se trouvent de devoir construire leur objet de recherche comme objet scientifique en adoptant une posture vis-à-vis de l'objet concret qu'elles étudient ». Fort bien, mais encore ? Que la recherche en SIC « ne traite pas d'objets scientifiques préconstruits comme c'est le cas dans les sciences traditionnelles comme la sociologie par exemple, où l'objet est “problématisé” [*sic*] » (Davalon, Jeanneret, 2006 : 205-204), mais s'occupe en revanche « de l'inter, de la médiation, de la mise en perspective, de l'articulation, des relations [...], de concepts, de théories, de problématiques, d'instances (émission/production et réception), de dimensions (économiques, techniques, politiques, langagières, etc.), d'échelles (micro, méso, macro), de dispositifs, d'enjeux sociaux... ce que les autres disciplines ne font pas, en tout cas de façon systématique » (Boure, 2005 : 26). Une fois de plus, il ne manque plus que les rats laveurs... À cette aune, il n'est pas très étonnant de constater que, scientifiquement parlant, le « paradigme communicationnel » peine à se fixer dans des propositions clairement identifiables et non revendicables par les « grappilleurs » des autres disciplines. Cette indétermination, Davallon considère par ailleurs qu'elle est un implicite valant postulat :

« Il existerait ainsi, chez les chercheurs de sciences de l'information et de la communication, une théorie implicite des *objets communicationnels*. Je veux dire par là que n'importe quel chercheur est capable de dire, s'il laisse un tant soit peu de côté les objets scientifiques, qui sont habituellement les siens, et les normes liées au cadre théorique qu'il utilise habituellement, ce qu'est une recherche dans le domaine des sciences de l'information et de la communication – ou à tout le moins ce qui n'en est pas » (2004 : 35).

Cet implicite, poursuit-il, « est continuellement mis en œuvre dans les instances scientifiques et disciplinaires de la communauté ; je pense aux colloques, au CNU ou encore aux journées doctorales, c'est-à-dire chaque fois que viennent au jour des pratiques, des questions et des échanges que le chercheur garde habituellement plutôt pour lui » (2004 : 35). On observe (avec angoisse et compassion pour les doctorants) qu'un « implicite », c'est-à-dire un principe qui ne s'énonce jamais complètement puisse faire partie de la table des lois déterminant le coût scientifique des SIC auxquelles les chercheurs sont censés se contraindre. Il pèse notamment sur les jeunes impétrants qui visent à rentrer dans le champ (*i.e.* s'y qualifier) et cherchent à montrer combien leurs travaux sont en conformité avec les valeurs de la communauté disciplinaire, laquelle saura reconnaître les siens, c'est-à-dire « les thèses procédant à une réelle analyse communicationnelle » (Davalon, Jeanneret, 2006 : 207). Cela explique sans doute les pages que l'on trouve dans la quasi totalité des thèses de doctorat, qui visent à faire la preuve de l'allégeance des auteurs aux sciences de l'information et de la communication (la recherche du label

« communicationnel ») et dont on comprend bien qu'elles sont un exercice (des clauses) de style obligé(es), un laissez-passer institutionnellement indispensable, mais qui scientifiquement ne s'avère pas nécessairement de grande portée.

Plus récemment, Miège propose de contraindre la recherche en SIC à développer « des méthodologies et des questionnements “à moyenne portée” » (1995 : 100) dans une veine empirico-théorique visant notamment l'identification de « logiques sociales de la communication autour desquelles les stratégies des acteurs sociaux, qu'ils soient dominants ou dominés, sont plus ou moins contraints de s'organiser et de se développer » (2004 : 124-125). Il s'agirait ainsi de donner une réelle épaisseur au « communicationnel », laquelle nécessiterait une forme de raisonnement dont la « raison communicationnelle » serait le modèle et qui permettrait de s'intéresser aux phénomènes éponymes au-delà de leur simple « dimension sectorielle » : articuler « productions de messages, production de sens et réception des discours », articuler « ce qui est offre [et] ce qui est demande, ce qui est production [et] ce qui est consommation, ce qui est énonciation [et] ce qui est réception » (Miège, 1999 : 28). Il s'agit alors, poursuit Miège s'appuyant raisonnablement sur Bourdieu, sans en tirer toutefois les pleines conséquences, de considérer les faits sociaux de communication comme des « mouvements structurants-structurés » de longue durée tombant sous le coup des déterminations de l'ordre social duquel elles sont issues, mais pouvant aussi participer de logiques sociales contradictoires, notamment émancipatoires. Nous ne pouvons que partager cette exigence : ne pas devoir rabattre la recherche sur un simple exercice d'expertise, ne pas avoir à s'en tenir à l'application d'une forme abâtardie de positivisme ou bien encore ne pas tomber dans un dogmatisme notionnel réduit à un « exercice formel de surveillance terminologique » (Miège, 2004 : 183). Ce qui est en revanche discutable, c'est une fois encore : a) d'accrocher uniquement cette exigence à une épistémologie indigène qui serait l'invention exclusive des sciences de l'information et de la communication ; b) d'affirmer que cette exigence dialectique serait *de facto* « dominante » au sein des SIC, et enfin c) que la communication est un phénomène social total « qui ne pourrait être appréhendé au travers [du] découpage disciplinaire traditionnel » (Boure, 1999 : 54). Sauf à considérer qu'il n'y a que les faits sociaux de communication qui relèveraient de phénomènes sociaux totaux et que personne ne s'y serait penché sous cet aspect, il est douteux de laisser à penser que les sciences sociales en général et la critique en particulier n'aient pas su mettre en place quelque dispositif théorique pour saisir ce type de complexité (cf. *supra*). Si, comme le souligne justement Davallon (2004), les objets des SIC ont, pour une bonne part, été découpés, construits et accompagnés de connaissances par d'autres disciplines, on peut bien évidemment penser qu'il serait utile de les envisager d'une autre manière, c'est-à-dire au travers de prismes théoriques différents, mais l'on se demande ce que peut bien vouloir dire « rendre ces objets communicationnels », si ce n'est, répétons-le, d'adopter une épistémologie mêlant, selon des configurations à géométrie variable, des intérêts pour les aspects techniques, symboliques, culturels, sociaux et/ou politiques et donc de mobiliser des approches théoriques susceptibles d'en rendre compte au mieux des carrefours à considérer. Aussi, le « penser communicationnellement la communication » (Bougnoux, 1993) ne recouvre pas autre chose que des nécessités dont il faut rappeler une nouvelle fois qu'elles n'ont pas attendu les sciences de l'information et de la communication pour exister et dont on peut par ailleurs souligner la compatibilité avec les attendus de totalisation de la critique, tout en précisant que :

« Totalité ne signifie aucunement somme de *tous les faits*. Elle signifie réalité comme ensemble structuré et dialectique, dans lequel – ou à partir duquel – des faits *quels qu'ils soient* (groupe ou ensemble de faits) peuvent être compris rationnellement. Rassembler tous les faits n'est pas encore connaître la réalité, et tous les faits (réunis) ne constituent pas encore la totalité. Les faits permettent une compréhension de la réalité, s'ils sont conçus comme faits d'une totalité dialectique, comme des parties structurant la totalité, et non comme des atomes immuables, indivisibles et irréductibles. Le concret ou la totalité ne signifie donc pas “tous” les faits, la somme des faits, l'accumulation de tous les aspects, de toutes les choses et de tous les rapports, puisqu'un

pareil ensemble manquerait de l'essentiel : la totalité et la concrétude. Si l'on ne comprend pas que les faits ont une signification et que la réalité est une totalité concrète, qui devient structure signifiante pour chaque fait ou ensemble de faits, la connaissance de la réalité concrète ne sera qu'une mystique ou une chose inconnaissable en soi » (Kosik, 1988 : 21).

La critique s'efforce en effet de mettre en évidence que les formes structurelles de domination sont plurielles dans leur effectivité, puisque travaillées par le corps social. Sujets individuels et collectifs produisent des comportements différenciés dont la variabilité dépend de leurs singularités plurielles (dispositions, identités, sentiments, etc.) et des situations concrètes qui cadrent leurs interactions. Sans verser dans le subjectivisme, il faut donc reconnaître la nécessité de considérer la part de liberté des sujets dans leurs relations avec les macrostructures qui charpentent les rapports sociaux. Il ne s'agit donc pas de tomber dans un *fétichisme holistique* (Brohm, 2003), mais d'envisager les faits sociaux particuliers comme historiquement ancrés au sein d'un « général », en adoptant un point de vue qui les recontextualise dans une structure sociale globale et les envisage comme des singularités porteuses de cette structure du tout. La difficulté est alors, pour parler comme Jürgen Habermas, de prendre en compte avec un égal intérêt *mondes vécus* et *système* afin d'évaluer les déclinaisons variables des rapports qu'ils entretiennent dans un « général particularisé » qu'incarne toujours un objet de recherche. Malgré l'apparente variété et singularité des faits sociaux, la critique doit s'appliquer à reconstituer l'unité des multiples dimensions de la vie sociale, considérant potentiellement ces dernières comme les précipités de diverses formes de domination entretenant quelque relation entre elles : « la totalité concrète est ainsi non seulement le produit des sujets humains concrets, porteurs de la dialectique sociale, mais aussi le milieu au sein duquel se produisent et reproduisent ces mêmes sujets » (Brohm, 2003 : 229). Autrement dit, la critique se livre *de facto* à des montées en généralité fondées sur un principe de totalisation, c'est-à-dire envisage les faits sociaux comme participant à des totalités structurées de contradictions qui sont des *ordres sociaux* dont les diverses dimensions font système. Comme le note Elias :

« L'investigation de structures provisoirement isolées n'a [...] d'intérêt que dans la mesure où ces résultats sont constamment rapportés à un modèle de la configuration d'ordre supérieur. Les traits distinctifs des unités partielles ne peuvent pas être ici saisis de manière adéquate sans la règle procurée par un modèle théorique de l'unité d'ensemble » (1993 : 43).

Pour autant, « la prétention intellectuelle à saisir l'ensemble des logiques sociales autour d'une architecture cohérente et fonctionnelle » (Corcuff, 2012 : 172) ne saurait s'appuyer sur des théories sociales *factotums* à vocation explicative hégémonique. S'il est impérieux pour la critique de s'intéresser aux « formules génératrices », il faut aussi reconnaître avec Horkheimer que l'intention unifiante ne doit pas se convertir en certitude dogmatique, fût-elle un rempart aux mouvements de spécialisation des savoirs, aux « hyperlocalismes » relativistes et à l'éclatement promu par les pensées postmodernes. Le souci de la critique tient à la reconnaissance de l'existence de structures de domination, lesquelles sont travaillées par un corps social qui en diffracte les effets, tout comme il peut y résister et s'en dégager plus ou moins partiellement de manière singulière et contradictoire.

À ce stade et s'agissant du champ de la communication, il faut préciser deux choses. La première tient au fait que cette dialectique amont/aval que le CNE, en 1993, définissait comme devant se placer au carrefour du rapport à la technique, des questions de signification et des dimensions socio-économique et sociopolitique s'avère *de facto* peu mobilisée (la proposition de Thierry Vedel – 1994 – visant à définir une sociopolitique des usages est par exemple restée au stade programmatique). D'une part, parce que la construction de problématiques intégrées nécessite toujours un travail collectif d'ampleur, difficile à mettre en place dans le cadre de collaborations inter ou pluridisciplinaires (théoriques) et, d'autre part, parce que la curiosité pour de multiples approches n'empêche pas de se heurter à la hiérarchisation des ordres explicatifs et à la volonté

parfois, des uns, d'affirmer la supériorité heuristique de leurs modèles d'analyse sur ceux de leurs collaborateurs. La lutte qui oppose, dans le champ de la communication critique, l'*économie politique* de la communication aux *Cultural Studies* est certainement emblématique de cette gageure qui, non dépassée, ruine les opportunités pour saisir l'ensemble de la chaîne des expériences sociales et des diverses médiations qui courent le long des faits sociaux de communication, et empêchent d'appréhender de manière concomitante logiques de domination et opportunités d'émancipation (cf. les chapitres de Maxime Ouellet, de Luiz C. Martino et d'Éric George). La focalisation nécessaire, mais plus vraiment discutée sur le concept d'*industrie culturelle* a par exemple eu raison d'autres types d'attention pour les phénomènes de réception, d'appropriation, mais aussi pour les œuvres et les contenus artistiques, culturels et médiatiques qui ne peuvent être si simplement évincés quand il s'agit de saisir et de comprendre les évolutions des ordres de production (Magis, 2012 ; son chapitre dans le présent ouvrage ; Olive, 2008). Prise par des intérêts de connaissance focalisant sur les structures de positions des acteurs industriels, leurs stratégies concurrentielles et leurs luttes pour l'acquisition des positions dominantes, une certaine économie politique de la communication en oublie certaines autres dimensions qui ne sont pourtant pas moins importantes :

« C'est sans doute cette même contre-fascination pour le pouvoir qui explique pourquoi on a beaucoup étudié les dispositifs du pouvoir, et peu la façon dont les classes subalternes reçoivent et utilisent les messages du pouvoir. Comme si le sens d'un discours s'épuisait au niveau de l'émission. Comme si le récepteur (l'auditeur, le lecteur, le téléspectateur) n'était pas lui aussi producteur de sens. C'est cette même vision anhistorique de l'idéologie dominante qui explique pourquoi la théorie et l'observation privilégient l'étude du fonctionnement des appareils producteurs d'idéologie dans les périodes de paix sociale, de normalité libérale, et négligent ces périodes de plus en plus fréquentes où basculent les hégémonies (c'est un cas de figure), où les moyens de domination sociale se redéfinissent (c'est un autre cas de figure) » (Mattelart, Mattelart, 1979 : 433-434).

Daniel Bensaïd note à raison que ce binarisme critique « semble passablement stérile et futile, comme s'il s'agissait d'opposer aux micrologies critiques de Benjamin, de Kracauer, de Tucholsky, la grande critique de l'économie politique. Comme si elles ne s'éclairaient pas mutuellement » (1997 : 238). Martín-Barbero note également que, s'agissant du continent latino-américain, « l'insertion des études de communication dans le champ des sciences sociales a permis, pendant ces années [1970], de mettre en lumière la complicité des médias avec les processus de domination. Mais elle a aussi réduit l'étude des processus de communication à des généralités sur la reproduction sociale en reléguant les technologies et leurs langages dans une irréductible extériorité, celle des machines et des instruments » (2004 : 165). Outre le défaut des modèles théoriques totalisants et déterministes, c'est également le dogmatisme de certaines approches (matérialisme vulgaire séparant infrastructure et superstructure, sémiotique immanentiste texto-centrée, ultra-pessimisme francfortois, etc.), ainsi que la difficulté à tenir un programme interdisciplinaire ouvert et visant la reconstitution des réalités concrètes accompagnant les faits sociaux de communication que le constat souligne (Mattelart, Mattelart, 1986). Coïncés entre une raison instrumentale toute puissante et une idéologie aliénante, les sujets sociaux exploités et réifiés n'avaient *en théorie* que peu de chance de construire quelque ligne de fuite émancipatoire et ce, même si, *en pratique* et en marge des appareils idéologiques d'État, des médias dominants et des industries culturelles, les interstices de la communication-capital ont toujours été le lieu d'initiatives alternatives (Mattelart, Siegel, 1979 ; 1983). Les travaux sur les racines oubliées des recherches en communication (Laulan, Perriault, 2007) insistent par exemple sur les contradictions portées par les outils médiatiques et autres dispositifs de communication. Servant les intérêts du capital, ils sont également des éléments dont se sont emparées la critique sociale et les mobilisations informationnelles (Cardon, Granjon, 2010).

Le second point à établir tient précisément à ce que la critique n'a pas attendu les SIC pour poser cet impératif d'avoir à rendre compte de l'étendue de la réalité concrète. Tout comme cette « raison communicationnelle » dont on nous vante un peu vite la primeur de ses attendus, la critique, nous l'avons vu, ne peut se satisfaire de l'hyperspécialisation, antichambre de l'expertise rejetant la médiation du singulier et de l'universel, tout comme des analyses saisissant les faits sociaux « en dehors » de l'ordre social qui en détermine pourtant la nature. La nécessité empirico-théorique des sciences sociales, des SIC (et des pensées matérialistes) ne peut *de facto* être rabattue sur un empirisme sectoriel abstrait faisant notamment l'économie d'une médiation théorique permettant de considérer l'éventuelle portée générale du donné social. L'affaire est entendue, réaffirmée, validée, mais ne saurait, une nouvelle fois, être uniquement attribuée à une « pensée communicationnelle ». Stuart Hall précise à ce sujet :

« Ce que je cherche à comprendre, c'est la conjoncture historique. Mais vous ne pouvez pas comprendre la conjoncture historique en vous contenant de l'observer, parce que tout ce que vous verrez, ce sont les apparences indistinctes de la vie quotidienne. Il faut de la théorie pour s'y glisser, pour comprendre quels sont les rapports déterminants. [...] Je recours à la théorie pour comprendre et déverrouiller les conjonctures dans lesquelles je me trouve, de façon à agir politiquement en leur sein » (Hall *et al.*, 2007 : 67).

De même, la dénonciation par Miège, à juste titre, des théories générales « globalisantes, voire surplombantes, qui se [donnent] pour but de traiter de l'ensemble des faits informationnels et communicationnels » (2004 : 123), n'est pas une exigence inconnue. La critique *a de facto* eu tût fait de porter haut la nécessité de ne pas emprunter le chemin des « suprêmes théories » (Wright Mills, 1983) qui, *via* un réductionnisme à une totalité fantasmée, traite des faits sociaux comme de pures abstractions (*i.e.* à partir de concepts qui sont des fictions et ne sont étayés sur aucune réalité empirique). Pour aller un cran plus loin dans les impératifs épistémiques, il s'agirait également de se donner les moyens de :

« Repérer et de relier production et consommation, et même émission et réception en les positionnant par rapport à la communication en train de se faire [*i.e.* sans faire l'impasse sur les contradictions et les antagonismes]. [...] En quelque sorte, la démarche entend mettre en évidence quelques articulations transversales fortes et peut être même “structurales” [...] sans pour autant produire un système explicatif à prétention générale. [...] Comment en vient-on à repérer ces articulations ? Avant tout par la mise en œuvre de problématiques de recherche d'ordre hypothético-déductif, mais dans lesquelles le travail de terrain, de recueil et d'analyse de données empiriques tient une place primordiale ; c'est surtout par la confrontation et la récapitulation des travaux diversifiés que l'on peut aboutir à l'identification de telles tendances » (Miège, 2004 : 126)

Si l'on s'accorde sur le fait que c'est le répertoire des liens variés qui unissent l'*homo communicans* aux sociétés capitalistes avancées qu'il s'agit de décrire, d'analyser, de comprendre et d'évaluer, il s'avère effectivement indispensable de se donner les moyens de rendre à la fois compte de conduites microsociales et d'orientations macrosociales, d'expériences personnelles et de structures collectives, d'usages techno-médiatiques et de politiques industrielles. Sans viser la construction d'une théorie critique intégrée de la communication, il faut néanmoins se mettre en capacité de relever le défi d'une unité intellectuelle dont l'ambition première est peut-être de mettre en lumière les formules génératrices des modalités médiatiques, industrielles et technologiques de domination sociale et symbolique, ainsi que leurs contradictions : « ce qui fait que les médias – et la communication – sont ce qu'il sont » (Mœglin, 1992 : 135). À cette aune, les faits sociaux de communication sont à considérer comme pouvant participer du maintien ou du déplacement des conduites sociales, que ce soit dans le sens d'une réalisation ou dans celui d'une limitation des individus qui y participent d'une quelconque manière. De la « raison communicationnelle » qui enchante tant les Ilotes des sciences de l'information et de la communication en leur donnant à croire qu'ils appartiennent à une discipline inauguratrice de ruptures épistémologiques décisives, peut être aurions-nous alors intérêt à déplacer nos intérêts

scientifiques vers cette « vieille chose » fragile que pratiquent les Spartiates de la critique : la *dialectique*, dont plusieurs contributeurs de cet ouvrage ont rappelé la nécessité (cf. notamment les chapitres de Jean-Guy Lacroix et Michel Sénécals).

Celle-ci apparaît aujourd'hui, aux yeux de beaucoup de chercheurs en sciences sociales, comme tout juste bonne à remiser sur les étagères du passé, celle des curiosités matérialistes, voire parfois même à placer dans la poubelle de l'histoire (des idées). Pourtant elle peut constituer un appui épistémologique central dans la mesure où, en tant que constructivisme critique, sa force est précisément de prendre en compte les processus de construction des faits sociaux dans leurs multiples interactions et de les considérer dans le cadre d'une intervention humaine, qu'elle soit consciente ou non. Elle cherche ainsi à élargir :

« Notre idée des choses pour y inclure, comme aspects de ce qu'elles sont, à la fois le processus par lequel elles sont devenues ce qu'elles sont et les interactions dans lesquelles elles se situent. De cette façon, l'étude de toute chose induit l'étude de son histoire et du système qui l'inclut. La dialectique restructure notre pensée de la réalité en remplaçant notre notion de "chose" issue du sens commun, selon lequel une chose *a* une histoire et *a* des relations externes avec d'autres choses, par la notion de « processus », qui *contient* sa propre histoire et ses futurs possibles, et par celle de "relation", qui *contient* comme partie intégrante de ce qu'elle est ses liens avec d'autres relations » (Ollman, 2005 : 24).

La dialectique est en cela un *processus d'abstraction* appréhendant les faits sociaux dans ce qu'ils ont de dynamique et de contradictoire : la manière dont ils changent, interagissent, sont interdépendants et en constante évolution, mais aussi la façon dont le singulier peut toujours se référer à une totalité et en éclairer la logique (comme c'est par exemple le cas dans la *micrologie* adornienne ou les fragments benjaminien). La dialectique vise donc *à la fois des ensembles et leurs éléments constitutifs, les totalités et leurs parties* (Gurvitch, 1962 : 33), lesquelles sont interconnectées :

« La totalité concrète est ainsi l'unité dialectique de la multiplicité et de l'immédiat, d'une part, de l'unité et de la médiation, d'autre part. Il est donc impossible de comprendre correctement les multiples parties d'une réalité sans connaître la totalité dans laquelle elles s'insèrent, et inversement l'intelligibilité de la totalité exige la connaissance médiatisée des interrelations qui unissent les différentes parties qui la composent » (Brohm, 2003 : 123).

Georges Gurvitch précise pour sa part que c'est « le mouvement des uns et des autres, et en particulier le mouvement entre les uns et les autres qui la concernent ». Et d'ajouter : « cependant, toute dialectique véridique se refuse à anéantir l'unité dans la multiplicité ou la multiplicité dans l'unité, le mouvement simultané des ensembles et de leurs parties présupposant ces deux aspects » (Gurvitch, 1962 : 33). Aussi limité que soit l'objet d'investigation, l'approche dialectique nous invite à enquêter sur son « potentiel » et de le remettre en contexte au sein l'évolution de l'ensemble complexe et intégré auquel il appartient. Comme le rappelle Bertell Ollman (s.d.), ce potentiel est mystifié quand il est rattaché à un fait séparé du système qui le comprend ou que ledit système est envisagé comme une entité naturalisée dont le caractère relationnel et processuel a été abrogé, niant ainsi sa nature nécessairement socio-historique : « les problèmes [...] se trouvent aggravés par une approche qui privilégie dans les choses tout ce qui les fait apparaître comme statiques et indépendantes les unes des autres, au détriment de leurs qualités dynamiques et systémiques » (Ollman, 2005 : 22).

La dialectique invite ainsi à considérer la possibilité de *l'interpénétration des contraires*, c'est-à-dire à envisager que les faits sociaux et les représentations qui leur sont liées dépendent d'un ensemble de conditions sociales effectives et de catégorisations, situées dans le temps et dans l'espace et qui en rendent possible l'existence et le développement. La réalité concrète est conditionnelle, elle dépend des situations pratiques par le biais desquelles les individus entrent en relation (une *intersubjectivité contradictoire*), mais aussi des unités mentales par lesquelles celles-ci sont

appréhendées. Elle ne peut réduire à l'apparence phénoménale et ne relève aucunement d'une ontologie, d'une substance, mais de contradictions internes. La dialectique s'inscrit précisément en faux contre la stabilité apparente des réalités sociales et de la manière dont on peut en rendre compte : « un combat contre la stabilité artificielle dans le réel comme dans le conceptuel » (Gurvitch, 1962 : 35). Il s'agit par exemple, de dépasser les dualismes au profit de la conception dans un même mouvement de l'existence et de la conscience, de l'objectif et du subjectif, de l'intériorisation et de l'extériorisation, du matériel et de l'idéal, de la vie et de l'esprit, du collectif et de l'individuel, de l'histoire-faite-corps et de l'histoire-faite-chose, etc. :

« Dans la production et la reproduction de sa vie sociale, c'est-à-dire dans l'élaboration de lui-même comme être historico-social, l'homme produit : 1. des biens matériels, un monde d'objets sensibles [...] ; 2. des relations et des institutions sociales, l'ensemble des rapports sociaux ; 3. et, sur cette base, les idées, représentations, émotions, qualités et sens humains correspondants » (Kosik, 1988 : 78).

Aussi, l'attitude dialectique « implique la récusation évidente des deux postures complémentaires du sens commun : le “ni l'un ni l'autre” et le “c'est l'un ou l'autre”, postures qui consistent à séparer ce qui est uni dans la contradiction ou à confondre ce qui est disjoint dans la réalité » (Brohm, 2003 : 76). Elle place donc les contradictions comme étant la substance même des faits sociaux (une unité de contraires qui se rapportent négativement les uns aux autres), dont les évolutions s'expliquent moins par des causes extérieures que par des contradictions internes au système qui les comprend et dont ils sont l'expression. Aussi, « la dialectique débouche sur *une infinité de degrés intermédiaires entre les termes opposés*, qu'il s'agit d'étudier dans toutes leurs variétés effectives » (Gurvitch, 1962 : 36).

### **Histoire, structures et *praxis***

Au sein des sciences de l'information et de la communication, il est de bon ton de considérer que les faits sociaux dont on s'occupe doivent être restitués dans leur profondeur historique, même si un certain tropisme techniciste conduit parfois à ce que « les considérations historiques intéressent beaucoup moins que les spéculations sur le futur » (Mattelart, 2001 : 23). Trop peu mise en œuvre, la nécessité génétique est pourtant la seule à pouvoir « identifier les mouvements de longue durée qui affectent le champ de la communication de part en part » (Miège, 1992 : 128). Cette exigence fait également bon ménage avec le logiciel critique qui considère lui aussi que les réalités sociales doivent être comprises à la fois dans leur genèse et dans leur structure (c'est également le propre de *l'imagination sociologique* selon Charles Wright Mills). Héritière directe du marxisme, l'approche structuralo-génétique considère que les faits sociaux sont des faits historiques ; ils se construisent par l'action humaine et portent donc en eux la marque de la société (les rapports sociaux de la *totalité concrète*). Se donnant pour principe de connaître scientifiquement le mouvement des totalités sociales réelles et historiques, la critique estime que l'« essence » de l'homme relève de ses relations sociales, c'est-à-dire tient à l'ensemble des rapports sociaux qui le constituent comme sujet des sociétés humaines (Etienne Balibar parle à ce titre d'*ontologie de la relation*). Aussi, « le problème méthodologique, souligne Goldmann, est de dégager le niveau, la structuration de l'objet qui permet de grouper seulement des faits suffisamment apparentés pour s'éclairer mutuellement et, en même temps, suffisamment différents pour dégager une loi structurelle qui ne doit pas la simple description d'un fait individuel » (1970b : 159).

C'est d'ailleurs sur la base d'un constat identique que Bourdieu construit et définit son travail comme un *constructivisme structuraliste* :

« Si j'avais à caractériser mon travail en deux mots, c'est-à-dire, comme cela se fait beaucoup aujourd'hui, à lui appliquer un label, je parlerais de *constructivist structuralism* ou de *structuralist* »

*constructivism*, en prenant le mot structuralisme en un sens très différent de celui que lui donne la tradition saussurienne ou lévi-straussienne. Par structuralisme ou structuraliste, je veux dire qu'il existe, dans le monde social lui-même, et pas seulement dans les systèmes symboliques, langage, mythe, etc., des structures objectives, indépendantes de la conscience et de la volonté des agents, qui sont capables d'orienter et de contraindre leurs pratiques ou leurs représentations. Par constructivisme, je veux dire qu'il y a une genèse sociale d'une part des schèmes de perception, de pensée et d'action qui sont constitutifs de ce que j'appelle *habitus*, et d'autre part des structures sociales, et en particulier de ce que j'appelle des champs et des groupes, notamment de ce qu'on nomme d'ordinaire des classes sociales » (Bourdieu, 1987 : 147).

Pour les sciences sociales (que Passeron définit, rappelons-le, comme des « sciences historiques »), la dialectique se présente là aussi comme une ressource essentielle, en tant que méthode d'intellection du *concret* et ouvre à une appréhension descriptive, analytique, compréhensive et évaluative de la réalité sociale dans une perspective matérialiste. *De facto*, la dialectique a pour objectif de penser l'*historicité* et les contradictions du processus historique. Autrement dit, la dialectique pose le futur comme un choix à potentiellement effectuer qui ne peut faire abstraction des forces/contraintes du présent et doit même inévitablement reposer sur elles ; elle est *archéo-téléo-logique*. Le *sens* tout comme la *fin* de l'histoire, sont à considérer comme des mythologies conservatrices ou utopico-abstraites qui détournent les sujets sociaux du travail de mise en capacité qu'ils ont à accomplir afin de comprendre et remettre en cause le bien-fondé de leur réalité sociale et se donner les moyens efficaces du changement, à distance de toute espérance eschatologique. Avec la dialectique, le temps historique se trouve à la croisée d'un passé qui éclaire le présent, de l'objectivité présente des rapports sociaux et des horizons d'attente susceptibles de définir un futur. Autrement dit, elle permet que le présent immédiat cesse d'être une geôle pour la pensée (cf. le chapitre d'Haud Guéguen). Celui-ci devient l'espace-temps où se chevauche le passé précipité et l'embryon d'un futur, étape d'un processus temporel qui place en responsabilité les sujets sociaux quant à leur avenir et à leur capacité à déplier le présent vers un ailleurs meilleur qui, d'une part, ne fera jamais du passé table rase et, d'autre part, aura à dépasser les contradictions majeures de la société capitaliste avancée.

La dialectique se présente donc comme un dispositif permettant de saisir le monde tel qu'il va, condition de possibilité de la mise en œuvre d'une *praxis* qui tienne compte de la complexité des sociétés et de leurs contradictions. Elle est un moment épistémologique de saisissement des relations internes à un système (dégager des structures, des régularités, des formes, etc.), qui se prolonge dans la reconstruction intellectuelle de la réalité sociale constituée de ces liens d'interdépendance (articuler les concepts dans un va et vient entre abstraction et concrétude) et se termine dans une *praxis* qui vise un agir conscient sur le monde à des fins de changements progressistes :

« C'est aussi en fonction de projections dans l'avenir, de valeurs, de préférences axiologiques, de jugements éthiques, de luttes politiques, bref en fonction de *projets*, élaborations d'une réalité à faire advenir parce que souhaitable et souhaitée, constructions du futur, réalisations d'un devoir-être-devenir. En ce sens, la *praxis*, malgré les dénégations positivistes, comprend nécessairement une dimension d'*utopie concrète*, voire d'eschatologie matérialiste (qui n'est une contradiction dans les termes que pour les tenants du réalisme le plus plat) » (Brohm in Kosik, 1988 : XXX).

L'approche critique couple ainsi la *connaissance* à l'*action* et vise le dépassement de la société actuelle (transformation historique) en liaison étroite avec le principe d'une émancipation à venir, susceptible de redonner quelque puissance de penser et d'agir aux sujets sociaux (cf. le chapitre d'Oumar Kane). Autrement dit, la critique se pose la question (en théorie) de sa réalisation pratique et suppose de faire fond sur une éthique sociale à la recherche d'effets pratiques : « la question de l'attribution à la pensée humaine d'une vérité objective n'est pas une question de théorie, mais une question *pratique*. C'est dans la pratique que l'homme a à faire la preuve de la vérité, c'est-à-dire de la réalité et de la puissance de sa pensée, la preuve qu'elle est de ce monde »



(Marx, Engels, 1975 : 24). La critique se place donc en conséquence *sous condition de la pratique* (du *projet* dirait Sartre), laquelle devient un critère de jugement de la connaissance et de son utilité critique : la pertinence ou la *vérité* d'une théorie critique se trouve ainsi placée dans la pratique qui est censée trancher à la fois sur la validité scientifique et sur la pertinence politique, c'est-à-dire sur sa capacité à participer au dégagement des illusions, dominations et réifications qui pèsent sur les sujets sociaux : « par rapport au donné, la *praxis* est négativité : mais il s'agit toujours de la négation d'une négation ; par rapport à l'objet visé, elle est positivité : mais cette positivité débouche sur le "non-existant" sur ce qui *n'a pas encore été* » (Sartre, 1960 : 129).

Comprendre pour transformer un présent pris en défaut, voilà le point d'achoppement et force est de constater que si, au sein des sciences sociales, les deux premières étapes de la méthode dialectique (*i.e.* *l'investigation* diachronique et *l'exposition* synchronique des structures) sont acceptables, voire recommandées, la troisième étape est, elle, le plus souvent perçue comme une hérésie. La possibilité d'envisager un « nouveau monde » en puissance, couvant au sein du monde tel qu'il va et de se donner le droit d'en évaluer les potentiels sont des attitudes perçues comme des embaardées normatives dont le *social scientist* aurait évidemment à se prémunir. Pourtant, ce que prétend la critique, c'est renégocier l'opposition artificielle entre *jugements de fait* et *jugements de valeur*, entre *distanciation* et *engagement*. Elle reconsidère cette séparation en instruisant un nouveau rapport entre les jugements scientifiques qui identifient la réalité sociale et l'expliquent, et lesdits jugements de valeur. En effet, les sciences sociales considèrent ordinairement que le principe de *neutralité axiologique* est un impératif de la pratique scientifique et souhaitent éradiquer de la logique démonstrative, la coprésence d'énoncés factuels et normatifs. *A contrario*, ce que défend la critique c'est la nécessité de fonder rationnellement ses appuis normatifs, c'est-à-dire de les affirmer et de les expliciter pour qu'ils ne soient plus des implicites s'exerçant en contrebande : entre intérêts de connaissance (savoir scientifique) et intérêts d'émancipation (engagement). Le chercheur critique est engagé dans la société et, en cela, il est traversé par les rapports sociaux qui sont à son principe et qui l'obligent à diverses conformations ; il est également engagé par son activité scientifique et ses cadres institutionnels qui le contraignent d'une autre manière en le soumettant à des impératifs professionnels ; il est enfin engagé par une éthique dont il se sent solidaire et comptable, laquelle se fonde notamment sur « une méfiance totale à l'égard des normes de conduite que la vie sociale, telle qu'elle est organisée, fournit à l'individu ». (Horkheimer, 1974 : 38). Dans une perspective critique, la démarche de distanciation n'est donc pas synonyme d'une absence d'engagement, mais, *a contrario*, elle se présente comme la conséquence directe de l'engagement. Cette distanciation constitue une entreprise de démystification de la neutralité axiologique qui oppose artificiellement *scholarship* et *commitment*, et présente tous les atours de l'idéologie professionnelle de chercheurs qui se pensent « sans attaches ni racines » et considèrent que la science qu'ils produisent doit et peut être exempte de « l'intrusion de perturbations, d'éléments étrangers au travail du pur *logos* décontextualisé » (Vincent, 2003 : 39).

Pour autant, l'idée selon laquelle les sciences sociales auraient nécessairement à répondre à un impératif catégorique les enjoignant à la neutralité constitue encore aujourd'hui l'une des pâtures du râtelier épistémologique (un « sens commun corporatif universitaire » – Corcuff, 2012 : 197) où viennent ruminer les *social scientists* de tous bords, les incitant à considérer, à l'instar de Raymond Aron, que si les sciences sociales ont une conscience critique, celle-ci serait constitutive de la conscience scientifique elle-même, c'est-à-dire des principes propres à la théorie de la connaissance du social. Rien d'étonnant alors de constater que dans le cadre des sciences de l'information et de la communication, la dimension normative est peu pensée (bien qu'elle doive être tenue pour essentielle), et ce, y compris au sein des approches se revendiquant explicitement de la critique. Ici ou là, il peut s'écrire que les SIC « ne peuvent faire valoir de spécificité qu'en acceptant de se reconnaître comme une des sciences du politique » (Robert, 2006 : 554), mais ce type d'assertion est devenu bien rare et n'épouse pas nécessairement, de surcroît, tous les

attendus qu'il devrait théoriquement porter. Le temps où, dans la littérature du domaine, la communication pouvait être couplée assez directement aux problématiques de la lutte des classes ou de l'idéologie (e.g. Goldmann, 1971 ; Mattelart, Siegelau, 1979 ; 1983 ; de la Haye, 1984, Beaud, 1984) semble être une période bel et bien révolue. Aussi n'est-il pas inutile de rappeler avec Miège que la communication est « autant un enjeu scientifique-institutionnel qu'un enjeu idéologique-politique » (2004 : 180) et qu'il est tout aussi important de comprendre que ces deux dimensions ne sont pas étrangères l'une à l'autre. Elles entretiennent des rapports complémentaires et contradictoires que la vulgate scientifique intime de ne considérer que sous l'angle de l'opposition entre science et engagement. *De facto*, s'il est un engagement qui prévaut au sein des SIC, celui-ci est essentiellement lié à une éthique et à un *ethos* disciplinaires, référents organisationnels plus qu'axiologiques qui ne sauraient remplacer la morale pratique de la critique parce qu'ils ne se fondent que sur les spécificités d'un espace social singulier, un sous-champ des sciences sociales, qui ne peut porter à lui seul les indignations et les prétentions pratiques d'une critique conséquente. À l'instar de la sociologie au temps de Durkheim, les SIC semblent s'être plutôt reniées comme sciences *politiques*, afin de gagner une légitimité académique qui semblait leur faire défaut : « comme l'ordinateur – éternel cyclope sociologique auquel on a enlevé l'œil de la critique – les sciences de la communication sont condamnées à ordonner le désordre, autrement dit à développer une rationalité opérationnelle très étroitement limitée par les consignes de départ » (de la Haye, 1984 : 148-149). Pourtant, loin de fausser l'appréhension scientifique de l'objet d'étude, le travail d'objectivation « éthiquement fondé », c'est-à-dire reposant sur des normes de devoir-être, va dans le sens d'une clarification des tensions entre *discussion scientifique des faits* et *raisonnement axiologique*. Il permet de préciser les cadres généraux prévalant à la problématisation ainsi qu'à l'élaboration conceptuelle et balise dans un même mouvement la façon dont il pourrait être utile au-delà des frontières de la discipline et de la production scientifique *stricto sensu*. Ce que la critique revendique, c'est donc une activité de production de savoir engagée, sous condition de la pratique scientifique *et* politique, n'opposant pas strictement la *raison pure* à la *raison pratique*, les *jugements de fait* et les *jugements de valeur*, l'*éthique de responsabilité* et l'*éthique de conviction*, le *savant* et le *politique*, l'*engagement* et la *distanciation*. Aussi, la question de l'engagement conduit assez directement à une autre interrogation qui lui est parente et vise à déterminer de manière consciente ce à quoi la critique doit servir : quels sont ses usages sociaux ? Comment s'articulent les processus scientifiques d'objectivation du monde social, les logiques d'appropriation de ces savoirs et les pratiques de subjectivation ? Autant d'interrogations qui ne semblent pas aujourd'hui préoccuper spécialement le champ des SIC.

## CONCLUSION

« Lorsqu'une activité est constituée en discipline universitaire, affirme Bourdieu, la question de sa fonction et de la fonction de ceux qui la pratiquent ne se pose plus » (1984 : 47). Pour ce qui concerne les sciences de l'information et de la communication françaises, cette règle ne semble pas devoir s'appliquer à la « lettre », tant l'« esprit » de celles-ci semble torturé par la recherche d'une identité scientifique qu'a initiée leur institutionnalisation au sein d'un champ académique national. Ce « trouble dans la discipline », de par sa récurrence, nous a conduit à discuter quelques-unes des issues qui lui sont généralement trouvées, discussion qui s'est accompagnée en certains développements de quelques « mouvements d'humeur ». S'il s'agit d'en convenir (et nous en convenons), sans doute n'apparaîtront-ils sous cette unique apparence qu'aux lecteurs habitués aux discussions épistémologiques policées, pour lesquels l'exercice ne saurait être conduit que sous la condition d'un *logos* politiquement correct ou bien seulement dans les coulisses du monde académique. Pourtant, l'heuristique du « travail du négatif » amène parfois à ne pas se satisfaire des consensus disciplinaires et à dénoncer les formes de *picaresque académique* qui s'en nourrissent (terme dont Umberto Eco se sert pour décrire le style littéraire du David Lodge de *Un tout petit monde*).

Sur le plan du discours, la « langue commune » de l'interdisciplinarité et/ou de la « raison communicationnelle » tend à constituer les SIC en sciences singulières et novatrices. Sans contester qu'elles puissent effectivement l'être, nous avons toutefois insisté sur le fait que ce langage protocolaire qui cherche à donner de l'unité à des travaux hétérogènes ne suffit pas à rendre pratiquement productifs les principes dont les SIC se réclament, mais fait paradoxalement d'elles une discipline protectionniste, « impérialiste » qui, « tend à présenter ses conclusions comme une vision globale de l'homme » (Braudel, 1969 : 86). Tout comme le souligne Jean-Michel Berthelot pour la sociologie, laquelle ne tire, selon lui, son unité « ni d'un consensus sur l'objet, ni d'un consensus sur la méthode, mais [d']un consensus polémique sur la visée [cherchant à] élaborer un corpus de références scientifiques » (1998 : 1), les SIC pourraient se satisfaire d'un tel *minimum*, sans chercher à fédérer autrement que par cette voie, loin de tout communautarisme disciplinaire, des intimidations épistémiques de la « pensée communicationnelle » et des prolongements irrédentistes qui viennent parfois s'y greffer (s'agissant de « pensées communicationnelles » envisagées dans des cadres « non-nationaux », cf. les chapitres de Badillo *et al.* et d'Oumar Kane). Au surplus, ajouter comme exigence la nécessité critique est une option qui, de notre point de vue, doit être tenue pour essentielle. Elle permet de réobjectiver les objets de recherche à l'aune d'un cadre herméneutique qui ne se réduit pas à la production d'un « récit de communion » performatif autour du « communicationnel » (Mouchon, 2008). La critique constitue un vecteur épistémologique pour les sciences de l'information et de la communication et offre un double rempart : d'une part, contre les tendances expansionnistes de certains chercheurs qui voient fort abusivement dans les SIC le nouvel épicode des sciences sociales ; d'autre part, contre « le risque de voir se restreindre le champ de la réflexion théorique sous l'effet du retour à l'empirisme, et pour tout dire, à une vision myope de la *professionnalité* où prime la raison de l'ingénieur [ou du consultant] » (Mattelart, 1996 : 22).

Ce positionnement dessine un espace de problématisation dont l'unité relative se trouve moins liée à une quelconque nature communicationnelle de ses objets ou des approches mobilisées pour mettre en énigme ces derniers (on peut ainsi lire sous la plume d'Isabelle Pailliarat que la théorie bourdieusienne des champs serait « particulièrement communicationnelle » [sic] – 2009 : 11 –, tout comme les *économies de la grandeur* ou la *théorie de l'acteur-réseau* – Bouillon, 2008), qu'au référentiel critique lui-même (*i.e.* à ses attendus), qui redonne notamment ses lettres de noblesse à la *totalisation* (saisir les interdépendances qui tissent le monde social), à la dialectique envisagée comme constructivisme critique, ainsi qu'à une *praxis* qui ne relève ni du pragmatisme utilitariste (*engineering social* – Mattelart, Mattelart, 2004), ni d'un « pragmatisme relationnel » (conceptuel), mais qui se couple à une nécessité pratique (politique) faite de réponses concrètes théoriquement informées. Aussi, des sciences de l'information et de la communication critiques devraient-elles également lutter contre l'académisme et ses logiques de champ (essentiellement tournées vers la reproduction disciplinaire), contre l'arrogance « encyclopédante » d'une certaine « raison communicationnelle », contre la division sociale du travail intellectuel qui tend à entériner la rupture entre la production des connaissances et le changement social, et contre l'hyperspécialisation qui ne conçoit de trouver les schèmes explicatifs de la réalité sociale qu'à l'intérieur même de la discipline, voire de ses sous-champs spécialisés.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Babou (Igor), Le Marec (Joëlle), « Nova Atlantis. Manifeste pour une utopie baconienne en sciences humaines et sociales », *Alliage*, n° 47, 2001, pp. 3-10.
- Baltz (Claude), « La nébuleuse Inforcom », *Réseaux*, n° 13, 1985, pp. 7-16.
- Bautier (Roger), « Le sens et le social menacés au sein des SIC ? », *Cahiers de la SFSIC*, n° 4, juin 2009, pp. 12-13.
- Beaud (Paul), *La société de connivence. Médias, médiations et classes sociales*, Paris, Aubier 1984.
- Bensaïd (Daniel), *Le pari mélancolique. Métamorphoses de la politique, politique des métamorphoses*, Paris, Fayard, 1997.
- Bernard (Françoise), « Le laboratoire des Science de l'information et de la communication. Entre prise, emprise et déprise des pratiques en information et communication », in *Questionner les pratiques d'information et de communication. Agir professionnel et agir social*, 15<sup>ème</sup> congrès de sciences de l'information et de la communication, Bordeaux, Université de Bordeaux, 10-12 mai 2006, pp. 1-17.
- Berthelot (Jean-Michel) dir., *Épistémologies des sciences sociales*, Paris, PUF, 2001.
- Berthelot (Jean-Michel), « Les sciences du social », in Berthelot (Jean-Michel) dir., « *Épistémologies des sciences sociales*, Paris, PUF, 2001b, pp. 203-265.
- Berthelot (Jean-Michel), « Les nouveaux défis épistémologiques de la sociologie », *Sociologie et sociétés*, vol. XXX, n° 1, 1998, pp. 1-16.
- Boudon (Raymond), Bourricaud (François), *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, PUF, 2002.
- Bougnoux (Daniel), « Affronter la communication », *La Lettre d'Inforcom*, n° 58, SFSIC, hiver 2000, pp. 15-16.
- Bougnoux (Daniel), « Les sciences du langage et de la communication », in Berthelot (Jean-Michel) dir., *Épistémologies des sciences sociales*, Paris, PUF, 2001, pp. 149-201.
- Bougnoux (Daniel), *Introduction aux sciences de la communication*, Paris, La Découverte, 1998.
- Bougnoux (Daniel), *La communication contre l'information*, Paris, Hachette, 1995.
- Bougnoux (Daniel) dir., *Sciences de l'information et de la communication*, Paris, Larousse, 1993.
- Bougnoux (Daniel), « Naissance d'une interdiscipline », *Cinémaction*, n° 63, mars 1992, pp. 117-121.
- Bouillon (Jean-Luc), « SIC et Sciences Sociales. Affirmer les spécificités des SIC », 16<sup>ème</sup> congrès de la SFSIC, 2008, [http://www.sfsic.org/congres\\_2008/spip.php?article49?](http://www.sfsic.org/congres_2008/spip.php?article49?).
- Bouquillion (Philippe), « Les apports de l'économie politique de la communication aux sciences de l'information et de la communication », *Les Cahiers de la SFSIC*, n° 3, juin 2008, p. 16.
- Bourdieu (Pierre), *Esquisse pour une autoanalyse*, Paris, Raisons d'agir, 2004.
- Bourdieu (Pierre), *Science de la science et réflexivité*, Paris, Raisons d'agir, 2001a.
- Bourdieu (Pierre), *Contre-feux 2*, Paris, Liber, 2001b.
- Bourdieu (Pierre), *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997.
- Bourdieu (Pierre), *Choses dites*, Paris, Éditions de Minuit, 1987.
- Bourdieu (Pierre), *Questions de sociologie*, Paris, Éditions de Minuit, 1984.

- Bourdieu (Pierre), Chamboredon (Jean-Claude), Passeron (Jean-Claude), *Le Métier de sociologue*, Paris, Mouton, 1983.
- Boure (Robert), « Réflexions autour de l'institutionnalisation des disciplines. Sciences de l'information et de la communication *versus* économie ? », *Communication*, vol. 24, n° 1, 2005, pp. 9-37.
- Boure (Robert) dir., *Les origines des sciences de l'information et de la communication. Regards croisés*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2002a.
- Boure (Robert), « Quelle histoire pour les sciences de l'information et de la communication ? » in Boure (Robert) coord. *Les origines des sciences de l'information et de la communication. Regards croisés*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2002b, pp. 20-21.
- Boure (Robert), « Les SIC à la recherche de la connivence scientifique », *Dossiers de l'audiovisuel*, n° 85, 1999, pp. 54-56.
- Boure (Robert), « La communication à la recherche de son objet », *CinémAction*, n° 63, 1992, pp. 17-22.
- Bouveresse (Jacques), « La connaissance de soi et la science », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 150, 2003, pp. 59-64.
- Braudel (Fernand), *Écrits sur l'histoire*, Paris, Flammarion, 1969.
- Breton (Philippe), Proulx (Serge), *L'Explosion de la communication à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, La Découverte, 2002.
- Brohm (Jean-Marie), « Sociologie critique et critique de la sociologie », *Éducation et Sociétés*, n° 13, 2004, pp. 71-84.
- Brohm (Jean-Marie), *Les principes de la dialectique*, Paris, Les Éditions de la passion, 2003.
- Breton (Philippe), « La naissance des sciences de la communication (à la recherche d'un programme de séparation) », *Quaderni*, n° 23, 1994, pp. 55-65.
- Cardon (Dominique), Granjon (Fabien), *Médiactivistes*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2010.
- Cardy (Hélène), Froissart (Pascal), « Les enseignants-chercheurs en Sciences de l'information et de la communication. Portrait statistique », in 13<sup>ème</sup> congrès nationales des sciences de l'information et de la communication, Marseille, SFSIC, 2002, pp. 353-362.
- Cardy (Hélène), Froissart (Pascal), « Les enseignants-chercheurs en Sciences de l'information et de la communication. Cartographie et portrait », in Olivesi (Stéphane) dir., *Sciences de l'information et de la communication : objets, savoirs, disciplines*, Grenoble, PUG, 2006, pp. 259-282.
- Cardy (Hélène), Froissart (Pascal), Tavernier (Aurélien), « Le chercheur et le journaliste : regards croisés sur l'information et la communication », 16<sup>ème</sup> congrès de la SFSIC, 2008, [http://www.sfsic.org/congres\\_2008/spip.php?article77](http://www.sfsic.org/congres_2008/spip.php?article77).
- Caune (Jean), « Stabilisation ou extension des enseignements en communication », *La Lettre d'Inforcom*, SFSIC, automne 1995, pp. 11-12.
- Comité national d'évaluation, *Les sciences de l'information et de la communication*, Paris, CNE, 1993.
- Corbalan (Jean-Antoine), « Inventer du (des) sens aux SIC », in *Les recherches en information et communication et leurs perspectives. Histoire, objet, pouvoir, méthode*, 13<sup>ème</sup> congrès national des sciences de l'information et de la communication, Marseille, 7-9 octobre 2002, pp. 371-375.
- Corcuff (Philippe), *Où est passée la critique sociale ? Penser le global au croisement des savoirs*, Paris, La Découverte, 2012.

- Corcuff (Philippe), *Les nouvelles sociologies. Constructions de la réalité sociale*, Paris, Nathan, 1995.
- Cormerais (Franck), « Les SIC : des sciences de l'homme à la critique de l'innovation », 16<sup>ème</sup> congrès de la SFSIC, 2008, [http://www.sfsic.org/congres\\_2008/spip.php?article144](http://www.sfsic.org/congres_2008/spip.php?article144).
- Coutant (Alexandre), Domenget (Jean-Claude), « Une sociologie critique des usages est-elle possible ? Réflexions sur la conciliation d'une posture critique et d'une démarche empirique », in Heller (Thomas), Huët (Romain), Vidaillet (Bénédicte) dir., *Communications-organisations et pensées critiques*, Lille, PUL Septentrion, 2013, pp. 147-158.
- Cusset (François), *French Theory. Foucault, Derrida, Deleuze & Cie, et les mutations de la vie intellectuelle aux États-Unis*, Paris, La Découverte, 2005.
- Dacheux (Éric), « Présentation générale. Les SIC, approche spécifique d'une recherche en communication mondialisée », in Dacheux (Éric) coord., *Les sciences de l'information et de la communication*, Paris, CNRS éditions, 2009, pp. 9-36.
- Davallon (Jean), Jeanneret (Yves), « La posture épistémologique, un geste pratique », in *Questionner les pratiques d'information et de communication. Agir professionnel et agir social*, 15<sup>ème</sup> congrès de sciences de l'information et de la communication, Bordeaux, Université de Bordeaux, 10-12 mai 2006, pp. 203-210.
- Davallon (Jean), « Objet concret, objet scientifique, objet de recherche », *Hermès*, n° 38, 2004, pp. 30-37.
- Denouël (Julie), Granjon (Fabien) dir., *Communiquer à l'ère numérique. Regards croisés sur la sociologie des usages*, Paris, Presses des Mines, 2011.
- Douyère (David), « Vingt-cinq propositions concernant la "communication" et les modalités d'une recherche concernant des phénomènes communicationnels », in Bratosin (Stefan), Bryon-Portet (Céline), Tudor (Mihaela Alexandra) dir., *Épistémologie de la communication : bilan et perspectives*, Iasi, Institutul European, 2012, pp. 55-74.
- Duchastel (Jules), Laberge (Danielle), « La recherche comme espace de médiation interdisciplinaire », *Sociologie et sociétés*, vol. XXXI, n° 1, 1999, pp. 63-76.
- Dumas (Brigitte), « Les savoirs nomades », *Sociologie et sociétés*, vol. XXXI, n° 1, 1999, pp. 51-62.
- Dunezat (Xavier), « Pourquoi je démissionne de mon poste d'enseignant-chercheur en sociologie à l'université », *Liens socio*, octobre 2007, [http://www.liens-socio.org/article.php3?id\\_article=2874](http://www.liens-socio.org/article.php3?id_article=2874).
- Durkheim (Émile), *Textes. 1 : Éléments d'une théorie sociale*, Paris, Minuit, 1975.
- Elias (Norbert), *Engagement et distanciation. Contributions à la sociologie de la connaissance*, Paris, Fayard, 1993.
- Elias (Norbert), *La société des individus*, Paris, Fayard, 1991a.
- Elias (Norbert), *Qu'est-ce que la sociologie ?*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'aube, 1991b.
- George (Éric), « L'étude des usages des TIC au prisme de la recherche critique en communication », in Vidal (Geneviève) dir., *La sociologie des usages à l'heure de l'intensification des technologies de l'information et de la communication et des réseaux numériques*, Paris, Hermès Science, 2012, pp. 25-62.
- George (Éric), « les études en communication : critique ? Vous avez dit critique ? », in Bratosin (Stefan), Bryon-Portet (Céline), Tudor (Mihaela Alexandra) dir., *Épistémologie de la communication : bilan et perspectives*, Iasi, Institutul European, 2012b.

- George (Éric), Carbasse (Renaud), « Quelle place pour les travaux d'orientation critique en communication dans les revues scientifiques ? Éléments de réponse du Québec et du Canada », in Heller (Thomas), Huët (Romain), Vidallet (Bénédicte) dir., *Communication et organisation. Perspectives critiques*, Lille, Presses Universitaires du Septentrion, 2013, pp. 181-191.
- Gerini (Christian), « La recherche d'une épistémologie des sciences est-elle pertinente ? », 16<sup>ème</sup> congrès de la SFSIC, 2008, [http://www.sfsic.org/congres\\_2008/spip.php?article46](http://www.sfsic.org/congres_2008/spip.php?article46).
- Goldmann (Lucien), *Marxisme et sciences humaines*, Paris, Gallimard, 1970a.
- Goldmann (Lucien), « Structure sociale et conscience collective de structures », in Leduc (Victor), *Structuralisme et marxisme*, Paris, UGE, 1970b, pp. 157-176.
- Goldmann (Lucien), *La création culturelle dans la société moderne*, Paris, Denoël/Gonthier, 1971.
- Gramaccia (Gino), « Optiques politiques », *Les Cahiers de la SFSIC*, n° 3, juin 2008, p. 9.
- Granjon (Fabien), « Prolégomènes. De quoi la critique est-elle le nom ? », in Granjon (Fabien) dir., *De quoi la critique est-elle le nom ?*, Mare & Martin, Paris, 2014, pp. 9-93.
- Granjon (Fabien), « La critique est-elle indigne de la sociologie ? », *Sociologie*, vol. 3, n° 1, Presses Universitaires de France, 2012, pp. 75-86.
- Granjon (Fabien), « Les sciences de l'information et de la communication toujours à la recherche de leur(s) spécificité(s) », in *Les recherches en information et communication et leurs perspectives. Histoire, objet, pouvoir, méthode*, 13<sup>ème</sup> congrès national des sciences de l'information et de la communication, Marseille, 7-9 octobre 2002, pp. 409-415.
- Gurvitch (Georges), *Dialectique et sociologie*, Paris, Flammarion, 1962.
- Haag (Pascale), Lemieux (Cyril), « critiquer : une nécessité », in Haag (Pascale), Lemieux (Cyril) dir., *Faire des sciences sociales. Critiquer*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2012, pp. 13-27.
- Hall (Stuart) *et al.*, *Stuart Hall*, Paris, Éditions Amsterdam, 2007.
- Heller (Thomas), Huët (Romain), Vidallet (Bénédicte) dir., *Communications-organisations et pensées critiques*, Lille, PUL Septentrion, 2013a.
- Heller (Thomas), Huët (Romain), Vidallet (Bénédicte) dir., *Communication*, vol. 31, n° 1, 2013b, <http://communication.revues.org/index3794.html>.
- Horkheimer (Max), *Théorie critique*, Paris, Payot, 2009.
- Horkheimer (Max), *Théorie traditionnelle et théorie critique*, Paris, Gallimard, 1974.
- de la Haye (Yves), *Dissonances. Critique de la communication*, Paris, La pensée sauvage, 1984.
- Javeau (Claude), « Pourquoi la sociologie est-elle une science critique ? », *Éducation et Sociétés*, n° 13, 2004, pp. 57-70.
- Jeanneret (Yves), *Where is Monna Lisa ? Et autres lieux de culture*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2011.
- Jurdant (Baudouin), « Avec n'importe qui, mais pas avec n'importe quoi ! », *La Lettre d'Inforcom*, n° 58, SFSIC, hiver 2000, p. 11.
- Kane (Oumar), George (Éric) dir., *Où [en] est la critique en communication*, actes du colloque international dans le cadre du 80<sup>ème</sup> congrès de l'ACFAS, Montréal, 2013.
- Keucheyan (Razmig), *Le constructivisme. Des origines à nos jours*, Paris, Hermann, 2007.
- Kosik (Karel), *La dialectique du concret*, Paris, Les Éditions de la passion, 1988.
- Lahire (Bernard), *Monde pluriel. Penser l'unité des sciences sociales*, Paris, Seuil, 2012.
- Lahire (Bernard), *L'esprit sociologique*, Paris, La Découverte, 2007.

- Lahire (Bernard), *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Nathan, 1998.
- Laulan (Anne-Marie), Perriault (Jacques) dir., *Racines oubliées des sciences de la communication*, *Hermès*, n° 48, 2007.
- Le Moëne (Christian), « Crise de la critique idéologico-politique et recherches en Sciences humaines et sociales », in Heller (Thomas), Huët (Romain), Vidaillet (Bénédicte) dir., *Communications-organisations et pensées critiques*, Lille, PUL Septentrion, 2013, pp. 45-56.
- Le Moëne (Christian), « Les sciences de l'information et de la communication et la crise de la critique : une opportunité de clarification épistémologique », 16<sup>ème</sup> congrès de la SFSIC, 2008, [http://www.sfsic.org/congres\\_2008/spip.php?article137](http://www.sfsic.org/congres_2008/spip.php?article137).
- Magis (Christophe), *La musique de publicité, entre droit d'auteur et conseil en communication. Propositions d'analyse socio-économique et musicale des mutations conjointes de l'industrie de la musique enregistrée et de l'industrie publicitaire*, thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication et en musicologie, université Paris 8, 2012.
- Martin-Barbero (Jesús), « Les enjeux des sciences de la communication vus d'Amérique latine », in Dacheux (Éric) coord., *Les sciences de l'information et de la communication*, Paris, CNRS éditions, 2009, pp. 51-65.
- Marx (Karl), Engels (Friedrich), *L'idéologie allemande*, Paris, Éditions sociales, 1975.
- Mattelart (Armand), *Pour un regard-monde. Entretiens avec Michel Sénécal*, Paris, La Découverte, 2010.
- Mattelart (Armand), « Une étape décisive : le rapport Mattelart/Stourdzé. Entretien avec Armand Mattelart », *Dossiers de l'audiovisuel*, n° 85, 1999, pp. 20-22.
- Mattelart (Armand), « Entretien », *MEI*, n° 14, 2001, pp. 11-33.
- Mattelart (Armand), « Entretien », *MEI*, n° 5, 1996, pp. 17-21.
- Mattelart (Armand), Mattelart (Michèle), *Histoire des théories de la communication*, Paris, La Découverte, 2004.
- Mattelart (Armand), Mattelart (Michèle), *Penser les médias*, Paris, La Découverte, 1986.
- Mattelart (Armand), Mattelart (Michèle), *De l'usage des médias en temps de crise*, Paris, Alain Moreau, 1979.
- Mattelart (Armand), Neveu (Érik), *Introduction aux Cultural Studies*, Paris, La Découverte, 2003.
- Mattelart (Armand), Siegelau (Seth), *Communication and class struggle. Liberation, Socialism*, New York/Bagnolet, IG/IMMRC, 1983.
- Mattelart (Armand), Siegelau (Seth), *Communication and class struggle. Capitalism, Imperialism*, New York/Bagnolet, IG/IMMRC, 1979.
- Mattelart (Armand), Stourdzé (Yves), *Technologie, culture & communication. Rapport au ministère de la Recherche et de l'Industrie*, Paris, La documentation française, 1982.
- Mercier (Arnaud), Davallon (Jean), *La liste des revues qualifiantes en sciences de l'information et de la communication*, Paris, AERES/CNU71, 2009.
- Miège (Bernard), « Pour une méthodologie inter-dimensionnelle », *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, n° 1, 2012, <http://rfsic.revues.org/121>.
- Miège (Bernard), *L'information-communication, objet de connaissance*, Bruxelles, De Boeck 2004.
- Miège (Bernard), « Université et SIC. Entretien avec Bernard Miège », *Dossiers de l'audiovisuel*, n° 85, 1999, pp. 28-30.



- Miège (Bernard), « Le communicationnel et le social, p. déficits récurrents et nécessaires (re)-positionnements théoriques », *Loisir et Société*, vol. 21, n° 1, 1998, [http://www.u-grenoble3.fr/les\\_enjeux/n1/miege/miege.pdf](http://www.u-grenoble3.fr/les_enjeux/n1/miege/miege.pdf).
- Miège (Bernard), « Entretien », *MEI*, n° 4, 1996, pp. 27-31.
- Miège (Bernard), *La pensée communicationnelle*, Grenoble, PUG 1995.
- Miège (Bernard), « La (nécessaire) voie étroite de la recherche », *Cinémaction*, n° 63, mars 1992, pp. 123-129.
- Miège (Bernard), Mœglin (Pierre), « Défendre la recherche critique », in *L'Avenir. La recherche en information communication*, Congrès national Inforcom 90, Aix-en-Provence, Université de Provence, 24-26 mai 1990, pp. 129-136.
- Mœglin (Pierre), « Actualité de la recherche critique », *Cinémaction*, n° 63, mars 1992, pp. 131-136.
- Monnoyer-Smith (Laurence), « Pour une épistémologie complexe des SIC », 16<sup>ème</sup> congrès de la SFSIC, 2008, [http://www.sfsic.org/congres\\_2008/spip.php?article78](http://www.sfsic.org/congres_2008/spip.php?article78).
- Morin (Edgar), « La naissance des recherches en communication en France », in Dacheux (Éric) coord., *Les sciences de l'information et de la communication*, Paris, CNRS éditions, 2009, pp. 37-49.
- Mouchon, Jean, « La nostalgie n'est plus ce qu'elle était », *Cahiers de la SFSIC*, n° 3, juin 2008, p. 6.
- Neveu (Érik), « Pour une réflexion in-disciplinée sur les média », *Les cahiers de médiologie*, n° 6, deuxième semestre 1998.
- Neveu (Érik), Rieffel (Rémy), « Les effets de réalité des sciences de la communication », *Réseaux*, n° 50, novembre-décembre 1991, pp. 11-39.
- Noiriel (Gérard), *Penser avec, penser contre. Itinéraire d'un historien*, Paris, Belin, 2003.
- Olive (Jean-Paul), *Un son désenchanté. Musique et Théorie critique*, Paris, Klincksieck, 2008.
- Olivesi (Stéphane) dir., *Les sciences de l'information et de la communication. Objets, savoirs, disciplines*, Grenoble, PUG, 2006.
- Ollivier (Bruno), *Les sciences de la communication. Théories et acquis*, Paris, Armand Colin, 2007.
- Ollman (Bertell), *La dialectique mise en œuvre. Le processus d'abstraction dans la méthode de Marx*, Paris, Syllepse, 2005.
- Ollman (Bertell), « Why Dialectics? Why Now? or How to Study the Communist Future Inside the Capitalist Present », s.d., [http://www.nyu.edu/projects/ollman/docs/why\\_dialectics.php](http://www.nyu.edu/projects/ollman/docs/why_dialectics.php).
- Paillart (Isabelle), « Champ scientifique en SIC : regards pluriels. La question du champ scientifique en sciences de l'information et de la communication », *Cahiers de la SFSIC*, n° 4, juin 2009, pp. 11-12.
- Passeron (Jean-Claude), *Le raisonnement sociologique. L'espace non-poppérien du raisonnement naturel*, Paris, Nathan, 1991.
- Passeron (Jean-Claude), « L'inflation des diplômes. Remarques sur l'usage de quelques concepts analogiques en sociologie », *Revue Française de Sociologie*, vol. XXIII, n° 4, p. 1982, pp. 551-584.
- Perret (Jean-Baptiste), « Les SIC : essai de définition », in Dacheux (Éric) coord., *Les sciences de l'information et de la communication*, Paris, CNRS éditions, 2009, pp. 115-132.
- Perret (Jean-Baptiste), « Y a-t-il des objets plus communicationnels que d'autres ? », *Hermès*, n° 38, 2004, pp. 121-128.
- Perriault (Jacques) coord., *Racines oubliées des sciences de la communication*, Paris, Éditions CNRS, 2010.

Rieffel (Rémy), « La recherche en sciences de l'information et de la communication en France », communication au séminaire franco-québécois *Communication, journalisme et médias : formation et recherche*, IFP-UQAM, Université de Laval, 1996.

Riondet (Odele), « Les SIC et la philosophie », 17<sup>ème</sup> congrès de la SFSIC, 2010, <http://tabarqa.u-bourgogne.fr/outils/OconfS/index.php/SIC/SFSIC17/paper/view/157>.

Robert (Pascal), « Les conditions de possibilité d'une posture critique en SIC », 16<sup>ème</sup> congrès de la SFSIC, 2008, [http://www.sfsic.org/congres\\_2008/spip.php?article126](http://www.sfsic.org/congres_2008/spip.php?article126).

Robert (Pascal), « Des SIC comme l'une des sciences du politique ? Pour une approche sémiologique du politique, entre critique et modélisation », in *Questionner les pratiques d'information et de communication. Agir professionnel et agir social*, 15<sup>ème</sup> congrès de sciences de l'information et de la communication, Bordeaux, Université de Bordeaux, 10-12 mai 2006, pp. 553-558.

Rueff (Julien), « Quelques éléments d'épistémologie concernant les recherches qualitatives et critiques en communication », *Revue Internationale de Communication Sociale et Publique*, n° 7, 2012, [http://www.revuecsp.uqam.ca/numero/RICSP\\_7\\_2012.php#num7\\_2](http://www.revuecsp.uqam.ca/numero/RICSP_7_2012.php#num7_2).

Sartre (Jean-Paul), *Questions de méthode*, Paris, Gallimard, 1960.

Sfez (Lucien), « Peut-on parler de sciences à propos de l'information et de la communication ? Rapport au CNU », *Quaderni*, n° 23, 1994, pp. 55-65.

Valade (Bernard), « Le "sujet" de l'interdisciplinarité », *Sociologie et sociétés*, vol. XXXI, n° 1, 1999, pp. 11-21.

Vedel (Thierry), « Sociologie des innovations technologiques et usagers : introduction à une socio-politique des usages », in Vitalis (André) dir., *Médias et nouvelles technologies. Pour une socio-politique des usages*, Rennes, Apogée, 1994, pp. 13-34.

Vincent (Jean-Marie), « Sciences sociales et superficialité de la société », *Variations*, n° 4, 2003, pp. 39-56.

Voirol (Olivier), « Matérialisme interdisciplinaire et critique de la culture », in Noppen (Pierre-François), Macdonald (Ian), Raullet (Gérard) dir., *Les normes et le possible : héritage et perspectives de l'École de Francfort*, Paris, Éditions de la MSH, 2013 (à paraître).

Voirol (Olivier), « Quel est l'avenir de la Théorie critique ? », *Questions de communication*, n° 21, 2012, pp. 107-122.

Winkin (Yves), *La communication n'est pas une marchandise. Résister à l'agenda de Bologne*, Bruxelles, Éditions Labor/Éditions du CAL-Espace de Libertés, 2003.

Wolton (Dominique), « L'apport des sciences de l'information et de la communication », in Dacheux (Éric) coord., *Les sciences de l'information et de la communication*, Paris, CNRS éditions, 2009, pp. 133-142.

Wolton (Dominique), « Le moment de la communication », *Hermès*, n° 38, 2004, pp. 9-11.

Wright Mills (Charles), *L'imagination sociologique*, Paris, Maspero, 1983.